Support au Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) pour approfondir les plans de développement sur les axes des marchés, genre, environnement et financement des filières

Livrable 1 : Rapport d'analyse sur le Café et le Cacao au Togo

Competitiveness
MAKING ECOSYSTEMS THRIVE

Auteurs :

Koffi Agbotame
José Sánchez
Harsh Tiwary

Février, 2025

Co-funded by the European Union

Ce rapport fait partie d'une intervention menée par la Facilité pour la réforme du climat d'investissement (ICR). La Facilité ICR est cofinancée par l'Union européenne (UE), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS) dans le cadre du 11ème Fonds européen de développement (FED), le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) et le British Council. La Facilité ICR est mise en œuvre par la GIZ, le British Council, Expertise France et SNV.

La Facilité ICR soutient les pays et les institutions régionales de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS) dans leur processus de dialogue public-privé afin de créer un climat d'investissement plus propice et durable.

Plus d'informations : www.icr-facility.eu

Cette intervention spécifique est menée par The Cluster Competitiveness Group (Competitiveness) pour le compte de SNV.

Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions des bailleurs de fonds ou des partenaires de mise en œuvre.

Implemented by

Ce rapport a été rédigé par Competitiveness.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

- Ce rapport d'analyse dresse l'état des lieux factuel des filières café et cacao au Togo. Il combine une revue de données, la cartographie de la chaîne de valeur et 34 entretiens avec des acteurs publics, privés et associatifs.

- **Poids économique et emploi des filières café et cacao au Togo:** environ 1,2 % du PIB; près de 32 000 emplois directs (dont 13.5% de femmes) et 93 000 indirects aujourd'hui, avec des perspectives à la hausse à l'horizon 2030. La production est concentrée dans les préfectures de Wawa, Akébou, Kloto, Danyi, Amou et Agou.

- **Production et tendances:** recul de long terme des volumes, plantations vieillissantes et accès limité à du matériel végétal performant. L'UTCC et l'ITRA/CRAF structurent l'offre de plants, mais les capacités et financements sont contraignants.

- **Marchés et commerce actuels:** le café togolais est écoulé à parts quasi égales vers l'Afrique et l'UE en 2024 (49,35 % vs 48,47 %). Le cacao se dirige surtout vers l'UE (53,6 %) et l'Asie (36,3 %); La Belgique, l'Italie et les Pays-Bas dominent les volumes européens.

- **Prix internationaux:** 2023-2025 marquent une forte hausse des cours, particulièrement du cacao, sur fond de déficit d'offre en Afrique de l'Ouest.

- **Chaîne de valeur:** la filière locale reste majoritairement orientée vers fèves/cerises brutes, avec des maillons post-récolte et logistiques à renforcer pour homogénéiser la qualité.

- **Régulation Européenne sur la déforestation (EUDR/RDUE):** l'accès au marché européen requiert la géolocalisation des parcelles et la traçabilité numérique des lots; la mise en conformité accroît les besoins en capacités techniques, systèmes d'information et gouvernance qualité.

- **La participation des femmes** est estimée à 11,4 % en moyenne dans les structures interrogées, avec sous-représentation dans les postes techniques et décisionnels; le rapport identifie des pistes d'autonomisation et de formation ciblées.

- **Défis priorisés:** six blocs ressortent du diagnostic — production (matériel végétal, pratiques culturales, rajeunissement des vergers), post-récolte/qualité, transformation/commercialisation, financement et infrastructures, réglementation/certification, enjeux socio-économiques et de gouvernance. Un tableau synthétique regroupe ces défis par catégorie.

- **Enjeux transversaux:** changement climatique, routes rurales et stockage, coordination institutionnelle, capacités de financement de projets bancables et accès aux mécanismes internationaux. Ces facteurs conditionnent la montée en gamme vers des segments premium.

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF 2

Table des matières 3

ACRONYMES 5

1 Introduction 6

2 Description et cartographie de la chaîne de valeur locale 7

2.1 Description du secteur 7

2.1.1 Tendances de la production de café et de cacao 9

2.1.2 Répartition géographique de la production de café et de cacao 10

2.1.3 Évolution géographique de la production des zones dominantes (2014–2018) 10

2.1.4 Associations d'agriculteurs 10

2.1.5 Répartition des planteurs de café par mode d'accès aux terres 11

2.1.6 Répartition des planteurs de cacao par mode d'accès aux terres 12

2.1.7 Disparité entre les sexes dans le travail dans les plantations de café 13

2.1.8 Cycles de récolte et saisons 14

2.1.9 Disponibilité des boutures racinées (2020-2024) 14

2.2 Contribution économique et emploi 15

2.2.1 Évolution et impact des prix du marché international 16

2.2.2 Production de café et performance à l'exportation 17

2.2.3 Production de cacao et performance à l'exportation 19

2.3 Premiers défis identifiés 22

2.4 Cartographie des acteurs du secteur 23

2.4.1 Développement international et institutions financières 23

2.4.2 Ministères gouvernementaux et organismes de réglementation 24

2.4.3 Associations industrielles et groupes d'affaires 26

2.4.4 Entreprises du secteur privé 27

2.4.5 ONG 28

2.5 Carte avec les lieux des entretiens 29

2.6 Chaine de valeur du café cacao 30

2.7 Chaine de valeur des acteurs des filières café et cacao 31

3 Aspects transversaux 32

3.1 Aspects liés au genre 32

3.1.1 Participation des femmes dans les filières café et cacao : état des lieux et enjeux d'autonomisation 32

3.1.2 Défis Identifiés liés au genre 33

3.1.3 Recommandations initiales avec aspects transversaux 33

3.2 Règlementation de l'Union Européenne sur la déforestation (RDUE) et son impact sur la filière Café Cacao 34

3.2.1 Contexte 34

3.2.2 Exigence de l'application du RDUE sur les filières café cacao au Togo 34

3.2.3 État actuel de la mise en œuvre de la loi, des pratiques et outils de gestion dans la filière café cacao 35

3.2.4 Les défis à relever pour garantir la conformité et la durabilité de la filière café cacao 35

3.2.5 Recommandations initiales avec RDUE 37

4 Récapitulatif des défis de les filières café et cacao au Togo 38

4.1 Typologie des défis 38

4.1.1 Défis liés à la production 38

4.1.2 Défis liés à la transformation et à la commercialisation 38

4.1.3 Défis liés au financement et aux infrastructures 39

4.1.4 Défis liés à la réglementation et à la certification 39

4.1.5 Défis socio-économiques et genre 39

4.1.6 Défis des institutions et de la structure d'appui 39

4.2 Tableau récapitulatif par catégorie de défis 40

4.3 Conclusion 41

5 ANNEXE Résumé de la mission : rencontre des acteurs de les filières café et cacao.....42

5.1 Résumé des entretiens.....42

5.2 Tableau avec la géolocalisation des interviewés.....60

Références.....62

Liste des tables

Tablau 1. Planteus de café et cacao. Source : Recensement des planteurs et plantations de café et cacao au Togo – Rapport 2018, Ministère de l'Agriculture, DSID, PASA.....10
Tableau 2. Le tableau suivant montre la superficie consacrée à la culture du café et du cacao dans chaque préfecture. Source : Rapport café et de cacao au Togo 2016–2017, Ministère de l'Agriculture – DSID.....10
Tableau 3. Utilisation du matériel végétal de 2020 à 2024. Source : UTCC. 15
Tableau 4. Synthèse sur la capacité de production de matériel végétal et les centres de production.....15
Tableau 5. Exportations de café en pourcentage (2024). Source : TCCG à partir des données du CCFCC. 18
Tableau 6. Exportations de cacao en pourcentage (2024). Source : TCCG à partir des données du CCFCC.....20
Tableau 7. Tableau récapitulatif par catégorie de défis. 41

Liste des chiffres

Figure 1. Appartenance à une organisation de producteurs de café. Source : Rapport du recensement 2018. 11
Figure 2. Appartenance à une organisation de producteurs de cacao. Source : Rapport du recensement 2018. 11
Figure 3. Répartition des planteurs de café selon le mode d'accès à la terre.....12
Figure 4. Répartition des planteurs de cacao selon le mode d'accès à la terre. ...12
Figure 5. Répartition des planteurs selon le sexe et le type de main d'œuvre utilisée 13
Figure 6. Graphique contenant l'évolution du prix du cacao, en dollars américains par kilogram.....16
Figure 7. Graphique contenant l'évolution du prix du café, en dollars américains par livre.....17
Figure 8. Destinations d'exportation du café (2022).....18
Figure 9. Café exportations 2023. Source : TCCG à partir des données du CCFCC. 18
Figure 10. Café exportations 2024. Source : TCCG à partir des données du CCFCC. 18
Figure 11. Destinations d'exportation du cacao en USD (2023). 19
Figure 12. Exportations de cacao 2023. Source : TCCG (données du CCFCC).....20
Figure 13. Exportations de cacao 2024. Source : TCCG (données du CCFCC).....20
Figure 14. Producteurs de cacao africains, 2022. Le pourcentage indiqué correspond à la production africaine totale. Source : Observatory of Economic Complexity (OEC).....21
Figure 15. Top 5 des producteurs de café africains. Retravaillé par TCCG. Source : IACO.....21
Figure 16. Producteurs de café africains (moins de 400 mille "coffee bags"). Retravaillé par TCCG. Source : IACO.....22
Figure 17. Répartition des espèces de café-cacao selon les scénarios jusqu'en 2050. 23
Figure 18. Chaine de valeur du café cacao. Source : Les auteurs. 30
Figure 19. Chaine de valeur des acteurs du café cacao. Source : Les auteurs.....31

Liste des images

Illustration 1. Zones propices à la culture du café ou du cacao.....8
Illustration 2 : Zone de forêts denses humides du Togo, également connue sous le nom de « zone écologique IV du Togo ».....9
Illustration 3. Carte avec les lieux où se sont déroulés les entretiens.....29

ACRONYMES

ADE	Avenir de l'Environnement
AFD	Agence Française de Développement
APAF	Association pour la Promotion des Arbres Fertilitaires
AS	Alliance pour l'Excellence du Café
ATCC	Association Togolaise des Transformateurs de Café et de Cacao
BMZ	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement)
CICC	Conseil Interprofessionnel du Café et du Cacao
CECC	Confédération des Exportateurs de Café et de Cacao du Togo
CCFCC	Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao
DAEMA	Direction de l'Aménagement, de l'Équipement et de Mécanisation Agricole
DEFA	Direction de l'Entrepreneuriat et du Financement Agricole
DFV	Direction des Filières Végétales
DPPSE	Direction des Politiques, de la Planification et du Suivi-Évaluation
DPV	Direction de la Protection des Végétaux
DSP	Direction des Semences Agricoles et Plants
EUDR	European Union Deforestation Regulation
FAO	Food and Agriculture Organization
FED	Fonds Européen de Développement
FNPQ	Fonds National de Promotion de la Qualité
FUPROCAT	Fédération des Unions des Sociétés Coopératives des Producteurs de Cacao du Togo
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
HAUQE	Haute Autorité pour la Qualité et l'Environnement
IACO	Inter-African Coffee Organization
ICAT	Institut de Conseil et d'Appui Technique
ICR	Investment Climate Reform Facility
IFDC	International Fertilizer Development Center
ITRA	Institut Togolais de Recherche Agronomique
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau (Banque Allemande de Développement)
MGPCC	Mutuelle des Groupements de Producteurs de Café et Cacao
OEC	Observatory of Economic Complexity
SIACCTO	Syndicat Indépendant des Acheteurs de Café et de Cacao du Togo
SCOOPS	Société Coopérative Simplifiée
SNV	Netherlands Development Organisation
TCCG	The Cluster Competitiveness Group
UTCC	Unité Technique Café-Cacao
UPROCAB	Union des Producteurs de Cacao Biologique

1 INTRODUCTION

Le café et le cacao occupent une place stratégique dans l'économie agricole du Togo, tant en termes de contribution à l'exportation qu'en tant que source de revenus pour des milliers de producteurs. Ces deux filières constituent des piliers essentiels du secteur rural (entendu comme l'ensemble des activités économiques, sociales et agricoles qui se déroulent en dehors des centres urbains, basées principalement sur l'agriculture familiale et l'élevage), impliquant une diversité d'acteurs allant des producteurs aux exportateurs, en passant par les transformateurs et les institutions d'appui. Les deux secteurs génèrent environ 32 000 emplois directs et 93 000 emplois indirects, avec des prévisions atteignant 41 700 et 125 000 d'ici 2030[i]. Ensemble, ils représentent environ 1,2 % du PIB national[ii] et sont classés respectivement 4e et 5e parmi les principales exportations agricoles du Togo[iii] [iv].

Dans un contexte international marqué par des évolutions réglementaires et des dynamiques de marché de plus en plus exigeantes, les producteurs togolais doivent faire face à plusieurs défis. L'adoption du **Règlement de l'Union Européenne sur la Déforestation (EUDR)** impose notamment de nouvelles exigences en matière de traçabilité et de durabilité, ce qui nécessite des ajustements dans les chaînes de valeur du café et du cacao. De plus, la volatilité des prix sur les marchés internationaux, les effets du changement climatique et la nécessité d'une meilleure structuration des acteurs renforcent la complexité de la compétitivité de ces filières.

La réalisation de ce Rapport d'Analyse sur le Café et le Cacao au Togo s'inscrit dans un cadre plus large d'appui à la structuration et à la modernisation des filières agricoles stratégiques du pays. Ce projet bénéficie du soutien de l'Investment Climate Reform Facility (ICR). Dans le cadre de ce projet, l'ICR soutient l'analyse approfondie des filières café et cacao afin d'identifier les défis et opportunités liés à leur transformation et à leur alignement sur les standards internationaux, notamment en matière de traçabilité et de durabilité.

Ce premier rapport se concentre sur une analyse factuelle et descriptive de la situation actuelle des filières café et cacao au Togo, sans entrer dans une évaluation approfondie ou dans des recommandations stratégiques, qui feront l'objet des rapports ultérieurs. Son objectif est de dresser un état des lieux précis et documenté, permettant aux acteurs publics et privés d'avoir une vision claire des dynamiques en place, en vue de la formulation de mesures d'adaptation et d'optimisation dans les prochaines étapes du projet.

La réalisation de la première étape du projet a déjà permis d'identifier les forces et faiblesses du secteur, tout en mettant en lumière les défis détectés après avoir réalisé 34 entretiens sur le terrain. Il repose sur une approche multidimensionnelle, prenant en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux qui façonnent ces filières.

L'étude s'appuie sur des données collectées auprès des différents acteurs du secteur, incluant les coopératives, les organisations interprofessionnelles, les exportateurs, ainsi que les institutions publiques et privées impliquées dans le développement du café et du cacao.

Ce document s'inscrit dans une dynamique d'amélioration continue et de renforcement des politiques sectorielles, en lien avec le **Plan de Développement des Filières Café et Cacao du Togo** dirigé par le CCFCC.

2 DESCRIPTION ET CARTOGRAPHIE DE LA CHAINE DE VALEUR LOCALE

2.1 Description du secteur

Les industries du café et du cacao du Togo ont été introduites sous la domination coloniale allemande en 1884 lorsque l'administration a encouragé la culture de rente pour l'exportation. Pour soutenir cette économie agricole, des infrastructures telles que les chemins de fer et le port de Lomé ont été développées (Britannica, s.d.[v]). Sous les mandats français et britannique de 1916 à 1960, la production de cacao s'est considérablement développée, le Togoland britannique contribuant aux exportations de cacao du Ghana. La culture du café a également augmenté au cours de cette période, bien que sa croissance ait fluctué en raison des crises économiques mondiales (Université de Leyde, n.d.)[vi]

Pour ce document et cette analyse, les industries du café et du cacao englobent l'ensemble des chaînes de valeur des deux cultures, y compris les activités en amont (agriculture, fourniture d'intrants et traitement post-récolte), la transformation intermédiaire (fermentation, séchage, torréfaction, broyage) et les fonctions en aval (négoce, exportation et commercialisation). La chaîne de valeur inclut toutes les parties prenantes, des petits producteurs aux transformateurs, exportateurs et distributeurs, ainsi que les entités de soutien et de réglementation.

Après l'indépendance en 1960, le gouvernement togolais a donné la priorité au cacao et au café comme principaux produits d'exportation. Plusieurs programmes de développement ont été lancés pour réhabiliter les plantations vieillissantes, améliorer l'accès aux marchés et renforcer la capacité de transformation (Banque mondiale, 1990).[vii] Cependant, la croissance à long terme du secteur a été affectée par des défis tels que le changement climatique, l'instabilité des prix et le faible soutien institutionnel.

La libéralisation du secteur du café et du cacao au Togo est intervenue en 1996, marquant la fin du monopole étatique exercé auparavant sur l'achat, la commercialisation et l'exportation de ces produits de rente. Jusqu'alors, l'État, via des sociétés parapubliques comme la SRCC (Société de Rénovation du Café et du Cacao), gérait l'ensemble de la chaîne de valeur. Cette libéralisation, bien que censée stimuler la compétitivité et l'initiative privée, a rapidement conduit à une désorganisation des filières, entraînant une chute brutale des productions : les volumes sont passés de près de 20 000 tonnes à moins de 5 000 tonnes pour le café dans les années qui ont suivi[viii]. Face à cette crise, le gouvernement a réagi à partir de 2010 en mettant en place des plusiers réformes.

Les industries togolaises du café et du cacao jouent un rôle essentiel dans le secteur agricole du pays, contribuant de manière significative aux revenus d'exportation et soutenant les moyens de subsistance ruraux.

Le secteur se caractérise par de petits agriculteurs, qui cultivent principalement le café Robusta et le cacao Forastero, tous deux largement reconnus pour leur résilience et leur capacité d'adaptation. La production de café est concentrée dans des préfectures telles que le Plateau, le Kloto, le Danyi, l'Agou, le plateau d'Amou-Okposo et le Wawa, tandis que la culture du cacao se trouve principalement à Kpalimé et Badou (Arise IIP, n.d.)[ix].

La majorité des producteurs exploitent des parcelles agricoles d'un à deux hectares, en utilisant des systèmes agroforestiers traditionnels qui intègrent des arbres d'ombrage et des intrants organiques pour maintenir la fertilité des sols. Cependant, le changement climatique, la dégradation des sols, la faiblesse des pratiques agricoles, le manque d'accès aux intrants de qualité,

l'insuffisance de formation technique et le vieillissement des plantations et producteurs ont entraîné une baisse de la productivité au cours des dernières décennies.

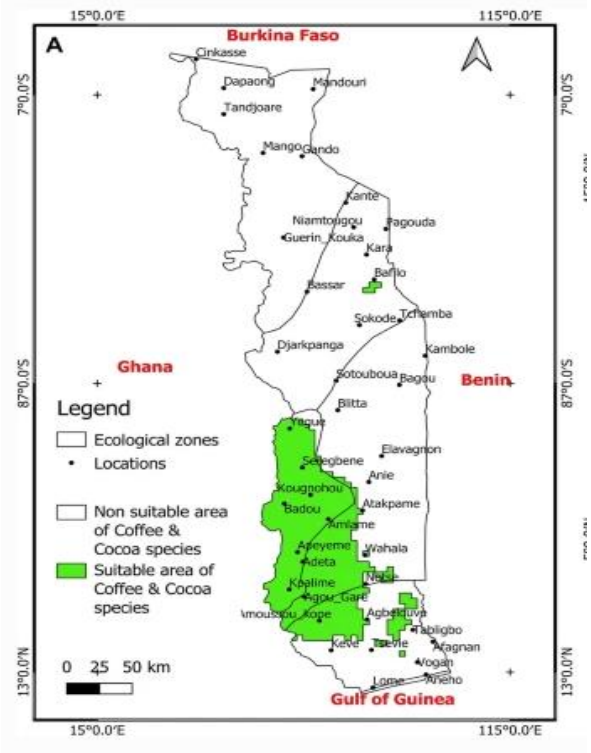

Illustration 1. Zones propices à la culture du café ou du cacao

Données illustratives : a) café : en 1991, la production atteignait 25 903 tonnes, tandis qu'en 2023, elle était estimée à seulement 2 500 tonnes, soit une baisse d'environ 90 % sur cette période ; b) cacao : de même, la production de cacao a chuté de manière notable, passant de 29 361 tonnes en 1971 à 9 000 tonnes en 2023, ce qui représente une diminution d'environ 70 %[x].

L'accès limité à du matériel végétal amélioré et à des intrants agricoles limite encore le potentiel du secteur (Banque mondiale, 1990)[xi]. Les taux d'utilisation des intrants organiques dans les filières : a) café : seuls 111 hectares, soit 0,3 % de la superficie totale cultivée en café, sont certifiés bio ; b) cacao : environ 1 640 hectares, soit 22,2 % de la superficie totale cultivée en cacao au Togo, sont certifiés bio (intrants organiques uniquement) selon l'Institute of Organic Agriculture (FiBL)[xii]. Ces chiffres indiquent que l'utilisation des intrants organiques (comme compost, fumier, biopesticides) reste très limitée dans le café et plus développée dans le cacao, bien que globalement encore marginale.

La culture du café et du cacao au Togo se déroule dans la zone écologique IV, qui a un climat subéquatorial caractérisé par une pluviométrie annuelle d'environ 1 800 mm et des températures allant de 21°C à 25°C (Environmental Systems Research, 2022).[xiii] Des précipitations adéquates et des systèmes agroforestiers qui favorisent la biodiversité et la fertilité des sols sont essentiels au maintien de la production. Cependant, le changement climatique modifie ces conditions, obligeant les agriculteurs à déplacer leurs cultures vers des altitudes plus élevées pour maintenir leur productivité (ResearchGate, 2022)[xiv].

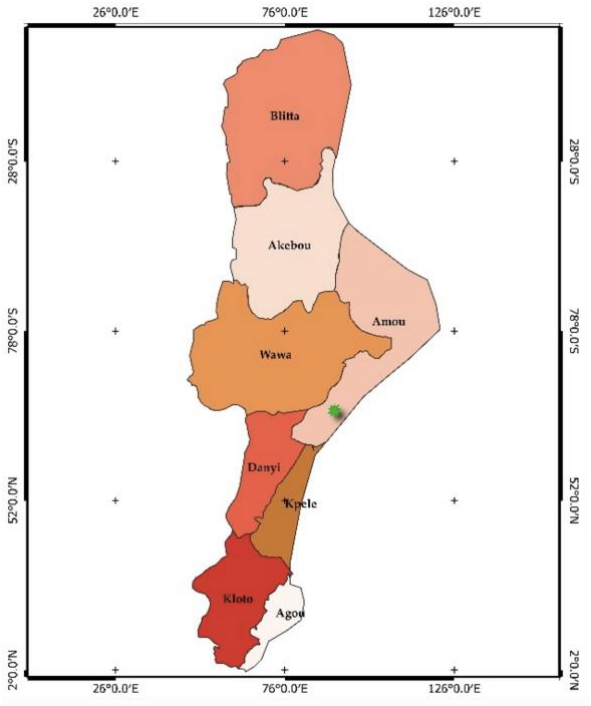

Illustration 2 : Zone de forêts denses humides du Togo, également connue sous le nom de « zone écologique IV du Togo »

2.1.1 Tendances de la production de café et de cacao

Selon le rapport « Suivi des planteurs et plantations de café et de cacao au Togo (2016-2017) », la superficie totale cultivée en pour le café est de 40 907,95 hectares, tandis que celle pour le cacao est de 24 458,34 hectares[1][xv].

Historiquement, la production a été plus élevée dans les années 1980 et 1990 en raison de solides programmes de soutien gouvernementaux. Cependant, un déclin a été observé au début des années 2000, principalement en raison de la variabilité climatique, de la réduction des investissements[2] et du vieillissement des plantations. Depuis 2015, les niveaux de production se sont stabilisés, aidés par des initiatives favorisant l'agroforesterie et les techniques d'agriculture durable. (Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, 2018).[xvi]

Entre 2016 et 2017, pour le café la superficie est passée de 40 498,6 ha à 40 907,95 ha (+1%), tandis que la production a augmenté de 16 092,7 tonnes à 17 933,5 tonnes (+11,5%). Pour le cacao, la superficie cultivée est passée de 23 747 ha à 24 458,34 ha (+3%), avec une production en hausse de 10 384,7 à 11 586,9 tonnes (+11,6%).

Cette évolution positive, malgré la stabilité relative des surfaces, reflète probablement les effets combinés d'améliorations techniques, de projets de soutien sectoriels (comme le PASA) et de conditions climatiques relativement favorables.

Malgré cela, la productivité reste inférieure à celle des principaux pays producteurs comme la Côte d'Ivoire et le Ghana, principalement en raison de stocks d'arbres plus anciens, de l'évolution des défis climatiques et d'un accès limité aux intrants agricoles modernes.

[1] *Aucune information plus récente n'a pu être trouvée auprès de sources officielles. Selon d'autres sources alternatives, la variabilité des informations fournies est trop élevée pour disposer de données concluantes.*

[2] Les investissements publics nécessaires, tels que les routes et les infrastructures d'appui, agronomiques et techniques, en formation et accompagnement, et les investissements privés, les nouveaux projets.

2.1.2 Répartition géographique de la production de café et de cacao

Le tableau suivant montre le nombre de planteurs de café et de cacao pour chaque préfecture.

Préfecture	Planteurs Café	Planteurs Cacao	Total Planteurs
Wawa	5977	5014	10991
Akébou	4476	3226	7702
Danyi	3241	528	3769
Kloto	1445	1917	3362
Amou	1680	447	2127
Kpélé-Akata	965	326	1291
Agou	49	1099	1148
Blitta	318	326	644
Zio	0	108	108
Haho	59	2	61
Total:	18210	12993	

Tablau 1. Planteus de café et cacao. Source : Recensement des planteurs et plantations de café et cacao au Togo – Rapport 2018, Ministère de l'Agriculture, DSID, PASA.

Le tableau suivant montre la superficie consacrée à la culture du café et du cacao dans chaque préfecture, en hectares.

Préfectures	Café (ha)	Cacao (ha)	Total (ha)
AGOU	440	2895	3335
KLOTO	2075	2701	4776
KPELE-AKATA	1666	587	2253
DANYI	10300	1098	11398
AMOU	5542	1402	6944
WAWA	15770	11912	27682
AKEBOU	4575	3210	7785
BLITTA	537	650	1187
ENSEMBLE	**40907**	**24458**	

Tableau 2. Le tableau suivant montre la superficie consacrée à la culture du café et du cacao dans chaque préfecture. Source : Rapport café et de cacao au Togo 2016–2017, Ministère de l'Agriculture – DSID.

2.1.3 Évolution géographique de la production des zones dominantes (2014–2018)

Les préfectures suivantes dominent de manière constante les productions de café et de cacao :

Préfecture	Spéculation dominante	Remarques
Wawa	Café & Cacao	Préfecture la plus importante : environ **33–38%** de la production nationale selon les années[xvii] [xviii]
Akébou	Café & Cacao	Seconde en importance, autour de **22–25%**
Kloto	Café & Cacao	Poids moyen (10–15%), importance constante
Danyi	Café	Productivité élevée, plantations bien entretenues[xix]
Agou	Cacao	Relativement stable, 8–10%[xx]
Blitta	Café (et un peu cacao)	Seule préfecture active dans la région Centrale

2.1.4 Associations d'agriculteurs

Les coopératives jouent un rôle crucial dans le paysage agricole en facilitant la commercialisation collective, en donnant accès aux ressources et en renforçant le pouvoir de négociation des petits agriculteurs. Cependant, à la suite des réformes de libéralisation des

marchés, ces groupes ont rencontré des difficultés pour concurrencer les commerçants privés, ce qui a entraîné une baisse de leur part de marché. Malgré ces défis, les coopératives continuent de faire partie intégrante du soutien aux agriculteurs et de la promotion de pratiques durables dans les secteurs du café et du cacao au Togo.

Vous trouverez ci-dessous les pourcentages de producteurs appartenant à une association, pour chaque secteur, et son évolution de 2012 jusqu'aux données disponibles les plus récentes (2017).

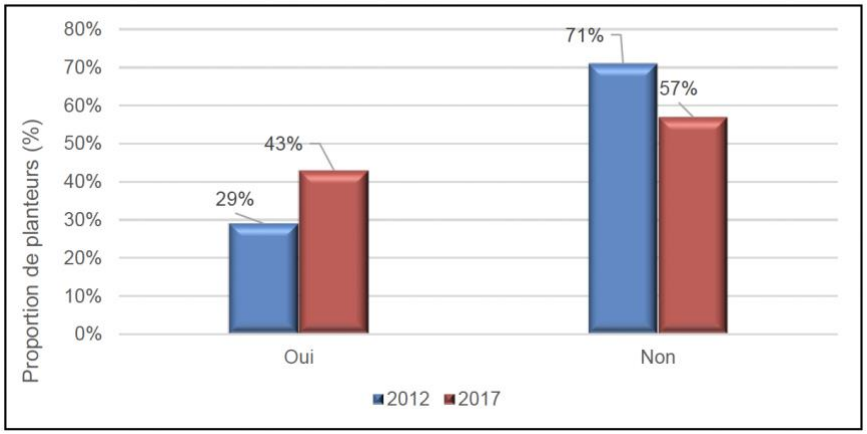

Figure 1. Appartenance à une organisation de producteurs de café. Source : Rapport du recensement 2018.

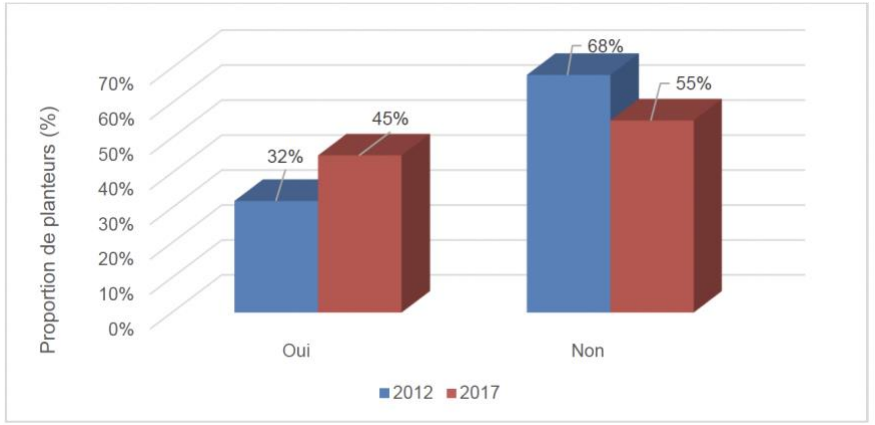

Figure 2. Appartenance à une organisation de producteurs de cacao. Source : Rapport du recensement 2018.

Probablement, une fois le recensement de 2025 terminé et compte tenu des exigences croissantes pour rester compétitif sur les marchés actuels, des pourcentages plus élevés d'adhésion seront la réalité du secteur. Les associations deviennent de plus en plus pertinentes en raison du rôle de soutien qu'elles apportent à leurs membres.

2.1.5 Répartition des planteurs de café par mode d'accès aux terres

La répartition des planteurs de café par mode d'accès à la terre met en évidence le rôle prépondérant de l'héritage et des pratiques traditionnelles dans la propriété foncière.

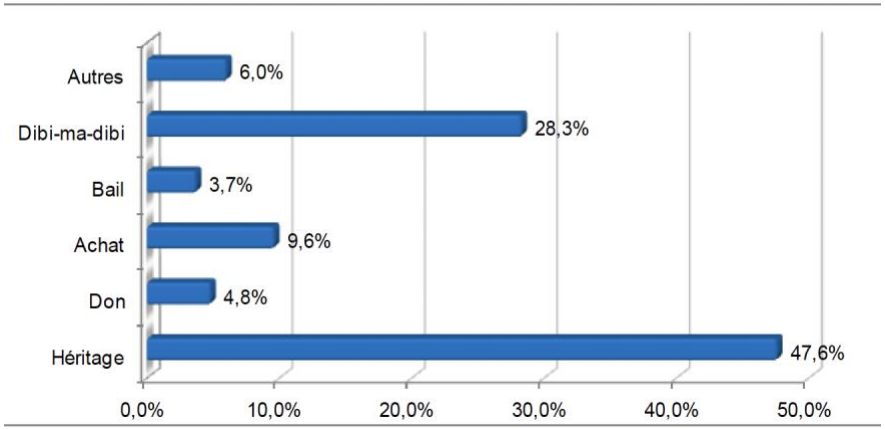

Figure 3. Répartition des planteurs de café selon le mode d'accès à la terre.

Principaux modes d'accès aux terres

- **Héritage** – Le mode le plus courant, indiquant que la culture du café est en grande partie familiale, les terres étant transmises de génération en génération.
- **Système coutumier (« Dibi-ma-dibi »)** – Un système foncier traditionnel qui joue un rôle important dans la répartition des terres entre les planteurs de café.

Autres formes d'accès aux terres

- **Achat** – Un pourcentage relativement faible, suggérant des transactions financières limitées dans la propriété foncière.
- **Donations** – Une forme marginale d'acquisition de terres.
- **Location** – Une part encore plus petite, reflétant l'absence de marchés locatifs formels pour les terres de culture du café.
- **Alternatives non spécifiées** – Diverses autres formes mineures d'accès aux terres.

Les résultats indiquent que la culture du café repose fortement sur des structures de propriété foncière traditionnelles et informelles plutôt que sur des transactions formelles. Les faibles pourcentages d'achat et de location suggèrent que les transactions financières dans la propriété foncière sont minimes. Cette structure peut avoir un impact sur les opportunités d'investissement, la productivité et la sécurité foncière à long terme dans les régions productrices de café, car la propriété formelle peut offrir une plus grande stabilité économique et un accès au crédit pour les agriculteurs. (Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique et al., 2018)[xxi].

2.1.6 Répartition des planteurs de cacao par mode d'accès aux terres .

À l'instar du café, les planteurs de cacao par mode d'accès à la terre mettent en évidence le rôle prédominant de l'héritage et des pratiques traditionnelles dans la propriété foncière.

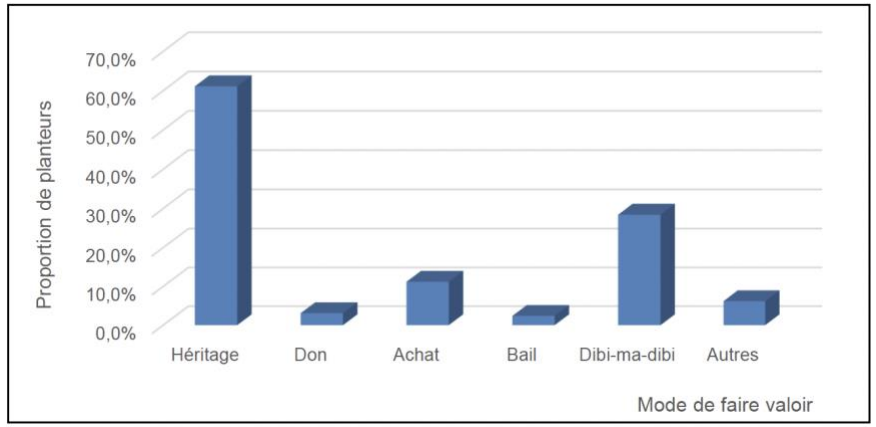

Figure 4. Répartition des planteurs de cacao selon le mode d'accès à la terre.

Principaux modes d'accès aux terres

- **Héritage** – La méthode la plus répandue montre que la culture du cacao repose principalement sur un modèle familial, où les terres se transmettent de génération en génération.
- **Système coutumier (« Dibi-ma-dibi »)** – Un système foncier traditionnel qui joue un rôle important dans la répartition des terres entre les planteurs de café.

Autres formes d'accès aux terres

- **Achat** – Un pourcentage relativement faible, suggérant des transactions financières limitées dans la propriété foncière.
- **Donations** – Une forme marginale d'acquisition de terres.
- **Location** – Une part encore plus petite, reflétant l'absence de marchés locatifs formels pour les terres de culture du cacao.
- **Alternatives non spécifiées** – Diverses autres formes mineures d'accès aux terres.

2.1.7 Disparité entre les sexes dans le travail dans les plantations de café

Le graphique révèle un déséquilibre significatif entre les sexes dans le travail dans les plantations de café, les planteurs masculins dominant massivement dans les trois types de travail.

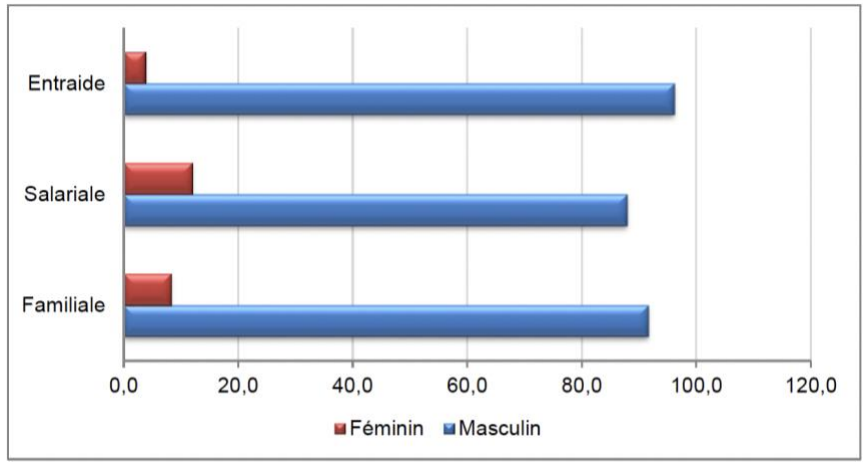

Figure 5. Répartition des planteurs selon le sexe et le type de main d'œuvre utilisée

Le travail familial est le plus courant, ce qui souligne la forte dépendance des membres du ménage pour le travail dans les plantations. La main-d'œuvre salariée est la deuxième catégorie la plus utilisée, ce qui indique que certaines plantations emploient des travailleurs rémunérés, bien que les planteurs masculins restent les principaux employeurs. Le travail d'entraide, qui implique une coopération informelle entre agriculteurs, est également majoritairement masculin. La représentation féminine minimale suggère que la propriété foncière et les rôles décisionnels des femmes dans la culture du café sont limités, probablement en raison d'obstacles socioculturels et économiques. Ces facteurs peuvent inclure des droits fonciers restreints, un accès limité aux ressources financières et des normes traditionnelles qui privilégient la participation des hommes aux activités agricoles (Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique et al., 2018)[xxii].

Plus de détails sont fournis dans le chapitre Aspects liés au genre.

2.1.8 Cycles de récolte et saisons

Les périodes de récolte du café et du cacao suivent des cycles saisonniers distincts, influencés par le régime des précipitations. La production de café est tirée par la grande saison des pluies entre **mars et juillet**, ce qui facilite la floraison et le développement des fruits. Les haricots commencent à mûrir en **août** et la récolte commence en **septembre**, avec un pic entre **novembre et février**. Les cacaoyers subissent un cycle similaire, la croissance ayant lieu entre **mars et juillet** et la maturation des cabosses ayant lieu en **août**. La première récolte de cacao, plus petite, connue sous le nom de **culture légère**, a lieu entre **septembre et octobre**, tandis que la **récolte principale**, qui donne des volumes plus élevés, a lieu entre **novembre et février**. Les deux cultures dépendent de précipitations stables, mais le changement climatique a rendu les régimes de précipitations de plus en plus imprévisibles, ce qui présente des risques pour la productivité. (Attiogbé et al., 2022).

2.1.9 Disponibilité des boutures racinées (2020-2024)

En ce qui concerne la production végétale, l'UTCC dispose de six centres répartis dans différentes zones géographiques, qui consomment 70 % du budget annuel de ladite institution (information communiquée lors des entretiens). Le coût de chaque pépinière est de 159 FCFA, mais elle est vendue aux producteurs à un prix subventionné de 10 FCFA.

Le tableau suivant et les descriptions ci-dessous expliquent la situation d'utilisation du matériel végétal produit par l'UTCC, de 2020 à 2024.

La distribution de boutures racinées a atteint son plus haut niveau en 2020, avec 928 310 unités, avant de connaître un déclin progressif, tombant à 813 500 en 2021 et diminuant encore à 361 650 en 2022. Cependant, 2023 a connu un rebond à 550 320 unités, bien qu'une légère baisse ait suivi en 2024, portant le total à 490 325 unités. Une tendance similaire a été observée pour le nombre de producteurs concernés, avec une baisse initiale suivie d'une augmentation significative, pour atteindre 282 producteurs en 2024.

La production de cabosses de cacao a suivi une trajectoire comparable, culminant à 30 350 unités en 2021 avant de connaître des fluctuations et de s'installer à 25 445 unités en 2024. Le nombre de producteurs engagés dans la production de cabosses de cacao a également diminué après 2021, bien qu'une légère augmentation ait été enregistrée au cours de la dernière année d'observation. Dans le même temps, la production de caféiers et de cacaoyers a atteint son plus haut niveau en 2021, avec 580 581 caféiers et 576 666 cacaoyers. Cependant, des baisses significatives ont été enregistrées en 2023, la production de caféiers étant tombée à 195 997 et la production de cacaoyers à 274 670. Malgré une reprise partielle en 2024, les niveaux de production sont restés inférieurs à leur pic précédent, coïncidant avec les fluctuations de l'expansion des plantations.

SITUATION D'UTILISATION DU MATERIEL VEGETAL DE 2020 A 2024					
ANNÉE	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
MATERIEL VEGETAL PRODUITS ET DISTRIBUES					
Boutures racinées	928,310	813,500	361,650	550,320	490,325
Nombre de producteurs	113	126	94	109	282
dont femmes	3	5	5	6	9
Cabosses (produits par ITRA/CRAF)	29,261	30,350	23,664	27,081	25,445
Nombre de producteurs	81	53	128	115	155
dont femmes	13	2	6	1	1
Nombre de plants de caféiers produits	385,970	580,581	449,198	195,997	327,394
Nombre de plants de cacaoyers produits	530,000	554,286	576,666	274,670	344,097
CREATION DE NOUVELLES PLANTATIONS					

Plantations de caféiers					
Surface, a	288.76	478.09	168.02	144.89	198.90
Nombre de producteurs	368	340	330	290	358
dont femmes	60	48	5	11	9
Plantations de cacaoyers					
Surface, a	230.08	602.80	196.10	125.60	127.93
Nombre de producteurs	269	621	347	248	266
dont femmes	24	86	6	6	4

Tableau 3. Utilisation du matériel végétal de 2020 à 2024. Source : UTCC.

Les nouvelles plantations de café ont atteint leur apogée en 2021, couvrant 478,09 hectares, tandis que les plantations de cacao se sont étendues à 602,80 hectares la même année. Cependant, les années suivantes ont vu une contraction, les plantations de cacao passant à 127,93 hectares et les plantations de café à 198,90 hectares en 2024. Le nombre de producteurs impliqués dans les nouvelles plantations de café et de cacao a suivi une tendance similaire, atteignant un pic en 2021 avant de connaître une baisse constante.

En complément des données proposées pour l'UTCC, voici une synthèse sur la capacité de production de matériel végétal et les centres de production pour les filières café et cacao au Togo, basée sur le *Recensement des planteurs et plantations de café et cacao de 2017-2018* et d'autres sources sectorielles pertinentes.

Centre / Structure	Type de matériel végétal produit	Capacité estimée (à défaut, rôle fonctionnel)	Remarques
UTCC (Unité Technique Café-Cacao)	Boutures racinées de caféier, cabosses sélectionnées de cacao	Distribution nationale, rôle majeur dans l'approvisionnement	
CRAF (Centre de Recherche Agronomique de la zone forestière)	Matériel végétal résistant aux maladies (café & cacao)	Production orientée recherche et multiplication de variétés améliorées	Opère sous l'ITRA
DSP (Direction des Semences et Plants)	Coordination de la production certifiée	Non productrice directe, coordonne tests d'homologation et certification	Agrément des producteurs
ONGs	Matériel végétal (en partenariat)	Distribution dans les zones rurales	Intervient en appui
ITRA (via ses stations)	Recherche variétale café/cacao	Capacité liée aux projets financés	Institution publique de recherche

Tableau 4. Synthèse sur la capacité de production de matériel végétal et les centres de production

Concernant le domaine de recherche, le CRAF (ITRA), est crucial pour la production initiale de semences et plants améliorés, notamment pour leur résistance aux maladies et leur adaptabilité climatique. La principale limitation au développement de leurs travaux de recherche avec une plus grande portée est le manque de financement.

2.2 Contribution économique et emploi

Les industries togolaises du café et du cacao contribuent à environ 1,2 % du PIB du pays et font vivre environ 32 000 agriculteurs. Ces secteurs fournissent également des milliers d'emplois indirects dans la transformation, la logistique et le commerce (CIFOR-ICRAF, 2022).[xxiii] Malgré leur rôle relativement faible sur les marchés mondiaux, ils restent essentiels aux moyens de subsistance de nombreux agriculteurs togolais. Alors que la production de cacao a connu une croissance régulière, la production de café est restée stagnante, bien que les exportations aient continué d'augmenter, mettant en évidence la forte demande du marché.

2.2.1 Évolution et impact des prix du marché international

Entre 2020 et 2025, les filières café et cacao du Togo ont été significativement influencées par les fluctuations des prix sur les marchés internationaux.

Évolution des prix du cacao

- Après une chute notable de 30 % en 2017, les cours internationaux du cacao ont oscillé autour de 2 300 USD/tonne pendant sept ans. Cependant, à partir de l'été 2023, une hausse continue a été observée, culminant à un record historique de 6 500 USD/tonne fin février 2024. Cette flambée est attribuée à une mauvaise récolte en Afrique de l'Ouest, exacerbée par des conditions météorologiques défavorables et des maladies affectant les cacaoyers.[xxiv]

- En décembre 2024, les prix du cacao ont bondi de 30 %, dépassant 10 USD/kg. Cette augmentation est liée à une baisse estimée de 14 % de la production mondiale de cacao pour la campagne 2023-2024, principalement due à une diminution de la production en Côte d'Ivoire et au Ghana, qui représentent près de 60 % de l'offre mondiale.[xxv]

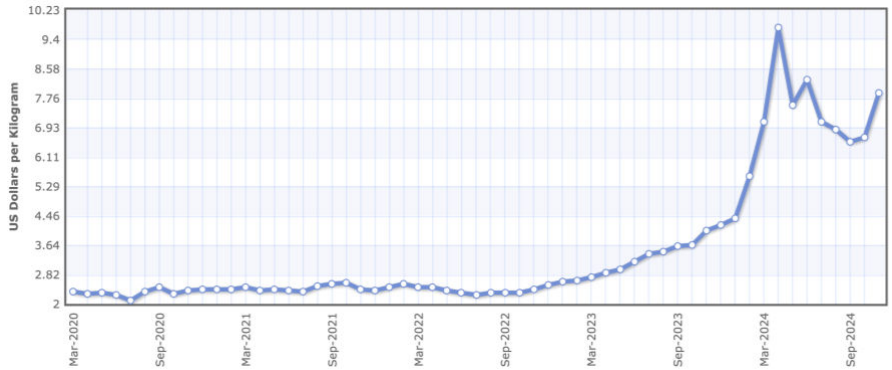

Figure 6. Graphique contenant l'évolution du prix du cacao, en dollars américains par kilogram[xxvi].

Évolution des prix du café :

Les cours du café ont également connu une hausse notable. En décembre 2024, les prix de l'arabica ont augmenté de 13 %, se situant à un niveau supérieur de plus de 60 % à celui de l'année précédente. Les prix du robusta ont progressé de 5 % sur la même période, atteignant plus du double des niveaux enregistrés l'année précédente.[xxvii]

Figure 7. Graphique contenant l'évolution du prix du café, en dollars américains par livre[xxviii].

Impact sur les filières togolaises :

- Ces augmentations ont eu des répercussions positives pour les producteurs togolais. Par exemple, entre le 16 et le 31 décembre 2024, les prix indicatifs du café et du cacao au Togo ont connu une hausse significative, réjouissant les producteurs locaux.[xxix]

- Le Togo a élaboré des Plans de Développement pour les filières café et cacao, visant à les rendre plus performantes d'ici 2030, ce qui permettra si elle se maintient, de capitaliser sur cette tendance.

2.2.2 Production de café et performance à l'exportation

La production de café du Togo a fluctué au fil des ans. En 2013, le pays a produit 10 950 tonnes de café, qui sont passées à 27 336 tonnes en 2023 (Dossavi, 2024).[xxx] Cependant, malgré cette croissance, la production de café du Togo reste modeste par rapport à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. L'Éthiopie et l'Ouganda sont en tête de l'industrie du café en Afrique, représentant ensemble 62 % de la production de café de l'Afrique subsaharienne, tandis que la Côte d'Ivoire est le plus grand producteur d'Afrique de l'Ouest. (Mungai, 2015)[xxxi]

Alors que la production a stagné ces dernières années, les exportations de café du Togo n'ont cessé d'augmenter. En 2023, le pays a exporté 6 509 tonnes de café, soit une augmentation de 12 % par rapport à l'année précédente (2022, où elle s'élevait à 5 144 tonnes) (FAO, 2025). L'Algérie a été le plus grand importateur, avec des achats d'une valeur de 2,58 millions de dollars de café togolais, suivie du Maroc (2,22 millions de dollars), de l'Italie (1,28 million de dollars), de la France (1,2 million de dollars) et de la Belgique (1,19 million de dollars). Bien que le Togo soit un exportateur net de café, il a également importé pour 135 000 dollars de café en 2022, principalement de France, du Liban, d'Italie, du Vietnam et du Ghana (Observatoire de la complexité économique, n.d.)[xxxii]

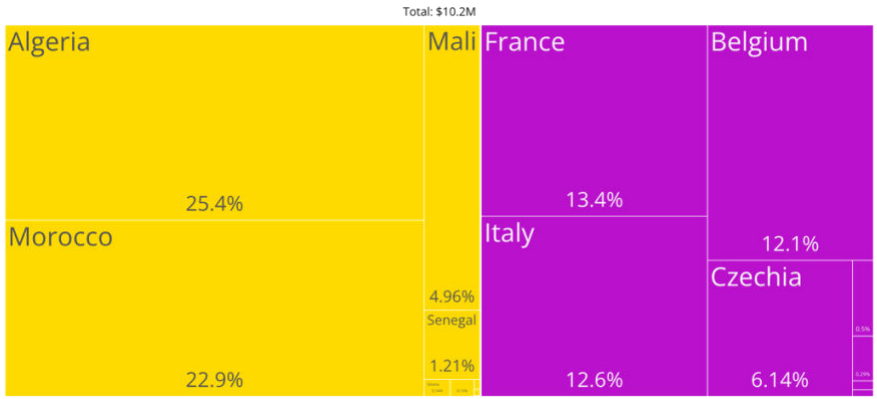

Figure 8. Destinations d'exportation du café (2022)

Selon les données fournies par la CCFCC, les principales exportations de café en quantité ont été réalisées vers les pays suivants :

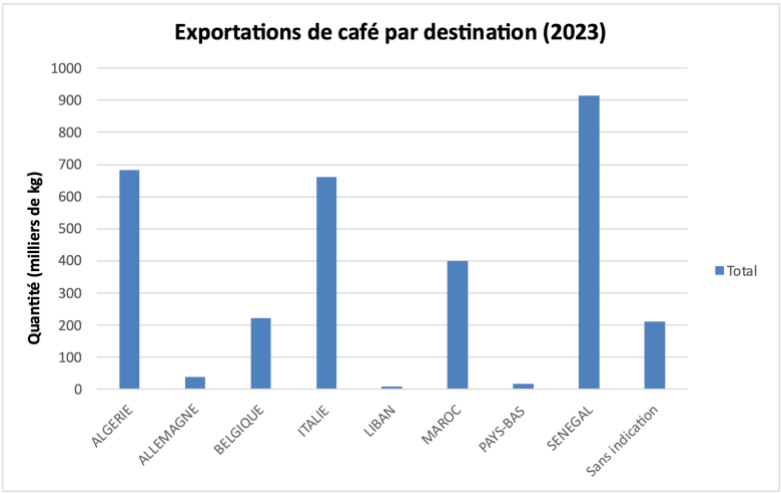

Figure 9. Café exportations 2023. Source : TCCG à partir des données du CCFCC.

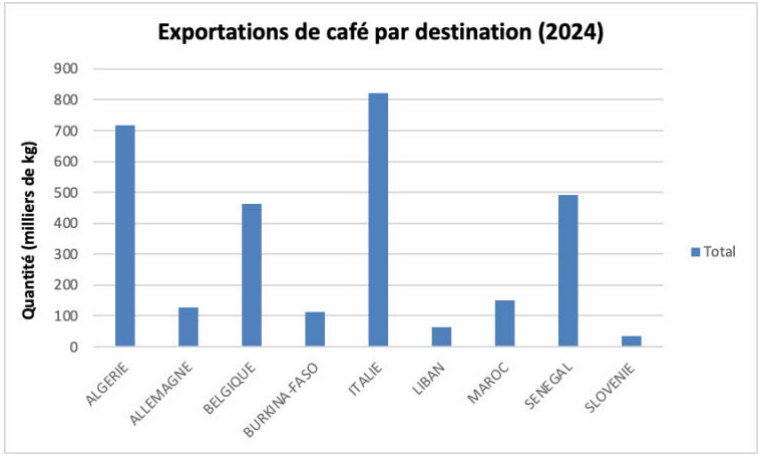

Figure 10. Café exportations 2024. Source : TCCG à partir des données du CCFCC.

En termes de quantité, les 3 principaux importateurs de café sont : l'Algérie, l'Italie et le Sénégal en 2023 et 2024.

Le tableau ci-dessous présente les importations totales agrégées en kilogrammes, par région du monde :

CONTINENT (2024)	Total (kg)	%
AFRIQUE	1,471,960	49.35%
UE	1,445,520	48.47%
MOYEN-ORIENT	65,000	2.18%
Total général	**2,982,480**	**100.00%**

Tableau 5. Exportations de café en pourcentage (2024). Source : TCCG à partir des données du CCFCC.

Selon ce tableau, les pays africains ont importé près de la moitié de la production totale de café togolais en 2024.

2.2.3 Production de cacao et performance à l'exportation

La production de cacao du Togo a suivi une tendance à la hausse malgré les fluctuations passées. En 2018, le pays a produit 7 500 tonnes métriques, passant à 10 600 tonnes métriques en 2019 et 13 000 tonnes métriques en 2020. En 2022, la production avait atteint 14 000 tonnes, soit une augmentation de 40 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance reflète l'augmentation des investissements dans la culture du cacao, bien que le secteur soit toujours confronté à des défis tels que l'accès limité aux technologies agricoles modernes et la volatilité des prix (volatilité entendue comme que les prix sont directement liés aux cours mondiaux et à l'évolution du dollar).

Les exportations de cacao du Togo ont également augmenté parallèlement à l'augmentation de la production. En 2023, le pays a exporté 13,8 millions de kilogrammes de cacao, générant 28,3 millions de dollars de revenus. Les Pays-Bas, l'Italie, la Bulgarie, la Malaisie et la Belgique ont été les principaux marchés du cacao togolais. Bien que ces exportations contribuent à l'économie nationale, la production de cacao du Togo reste faible par rapport à ses voisins régionaux, ce qui rend le secteur très vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux. (Observatoire de la complexité économique, n.d.)[xxxiii]

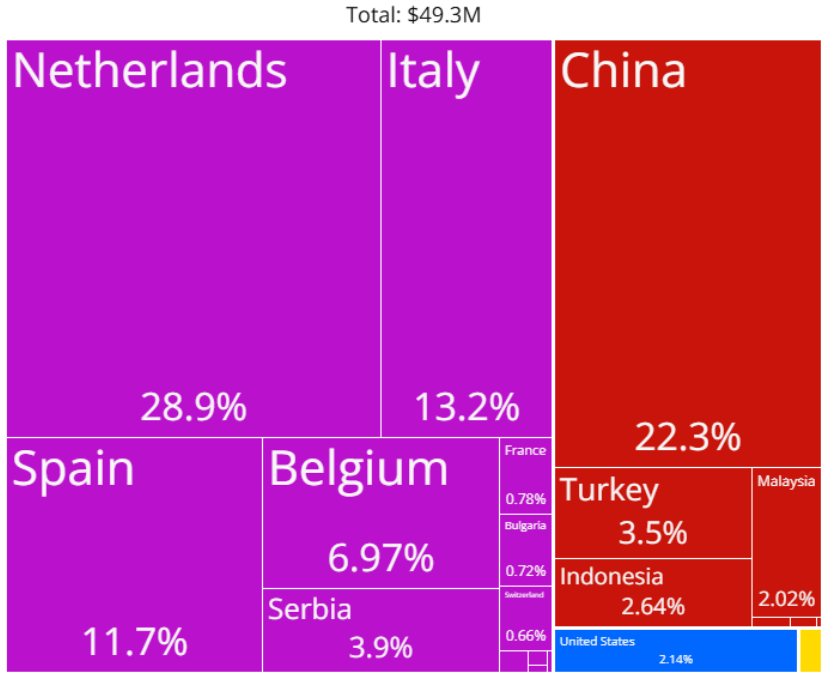

Figure 11. Destinations d'exportation du cacao en USD (2023).

En 2023, le Togo a importé 29,2 k$ de fèves de cacao, principalement du Ghana.

Selon les données fournies par la CCFCC, les principales exportations de cacao en quantité ont été réalisées dans les pays suivants :

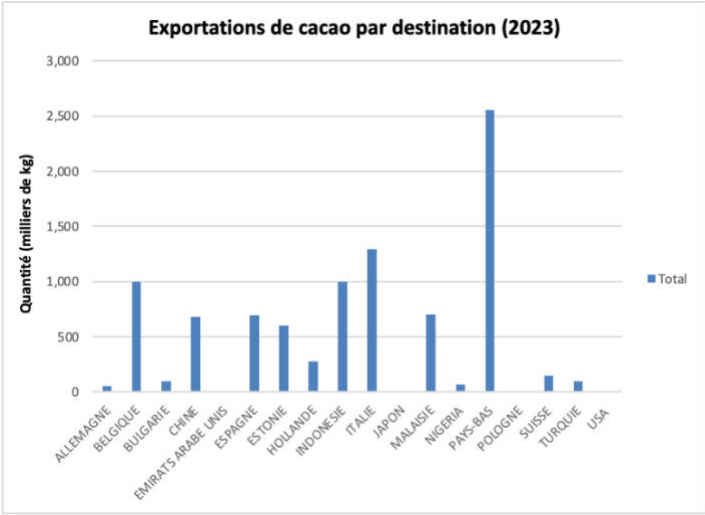

Figure 12. Exportations de cacao 2023. Source : TCCG (données du CCFCC)

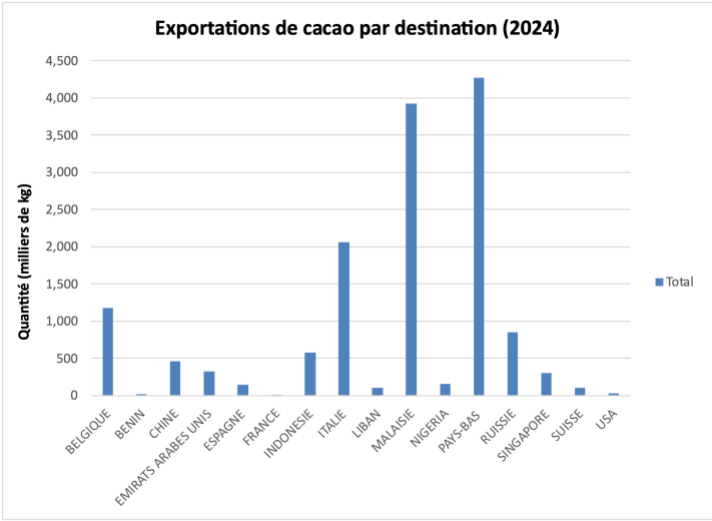

Figure 13. Exportations de cacao 2024. Source : TCCG (données du CCFCC)

En quantité, les 3 principaux importateurs de cacao sont européens : la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas.

En 2024, la Malaisie figurait parmi les plus grands importateurs, contre l'Indonésie en 2023.

Le tableau ci-dessous présente les importations totales agrégées en kilogrammes, par région du monde :

CONTINENT (2024)	Total (kg)	%
AFRIQUE	167,360	1.16%
ASIE	5,257,657	36.34%
UE	7,750,689	53.58%
MOYEN-ORIENT	418,000	2.89%
AMÉRIQUE DU NORD	25,000	0.17%
RUSSIE	847,917	5.86%
Total général	**14,466,623**	**100.00%**

Tableau 6. Exportations de cacao en pourcentage (2024). Source : TCCG à partir des données du CCFCC.

L'UE, traditionnellement la principale destination des exportations de cacao togolais, réduit son poids face aux marchés asiatiques.

Comparaison avec les marchés mondiaux et régionaux

À l'échelle mondiale, la production de cacao du Togo est relativement mineure, contribuant à moins de 0,5 % de la production mondiale totale. En 2022, la Côte d'Ivoire est restée le premier producteur mondial avec 2 230 000 tonnes, suivie du Ghana avec 1 108 663 tonnes. D'autres producteurs régionaux, dont le Cameroun (300 000 tonnes) et le Nigeria (280 000 tonnes), dépassent de loin la production togolaise. Au-delà de l'Afrique, les producteurs de cacao

non africains comme l'Indonésie (667 296 tonnes) et l'Équateur (337 149 tonnes) produisent également des volumes nettement plus importants. (Revue de la population mondiale, 2024).[xxxiv]

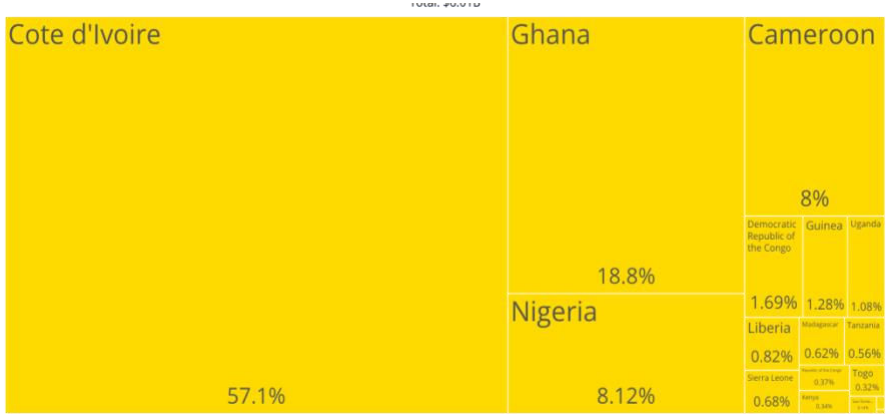

Figure 14. Producteurs de cacao africains, 2022. Le pourcentage indiqué correspond à la production africaine totale. Source : Observatory of Economic Complexity (OEC).

La production de café du Togo suit une tendance similaire, restant faible par rapport aux principaux producteurs mondiaux. En 2022, le Brésil était le plus grand producteur de café, avec environ 3 172 562 tonnes, suivi du Vietnam (1 953 990 tonnes) et de l'Indonésie (794 762 tonnes). Les 25 132 tonnes de café produites par le Togo la même année représentent une fraction de ces chiffres, renforçant son influence limitée dans le commerce mondial du café. (Revue de la population mondiale, 2024).[xxxv]

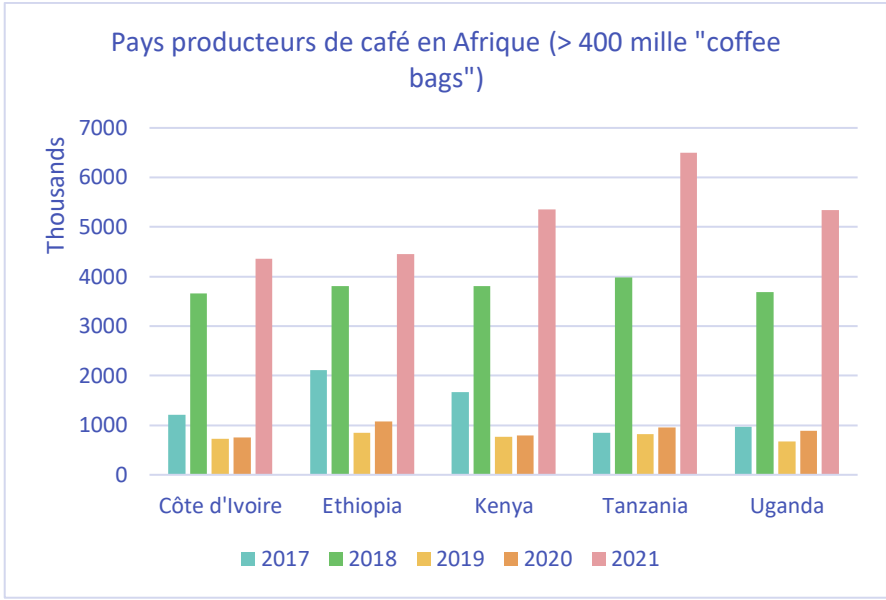

Figure 15. Top 5 des producteurs de café africains. Retravaillé par TCCG. Source : IACO[xxxvi].

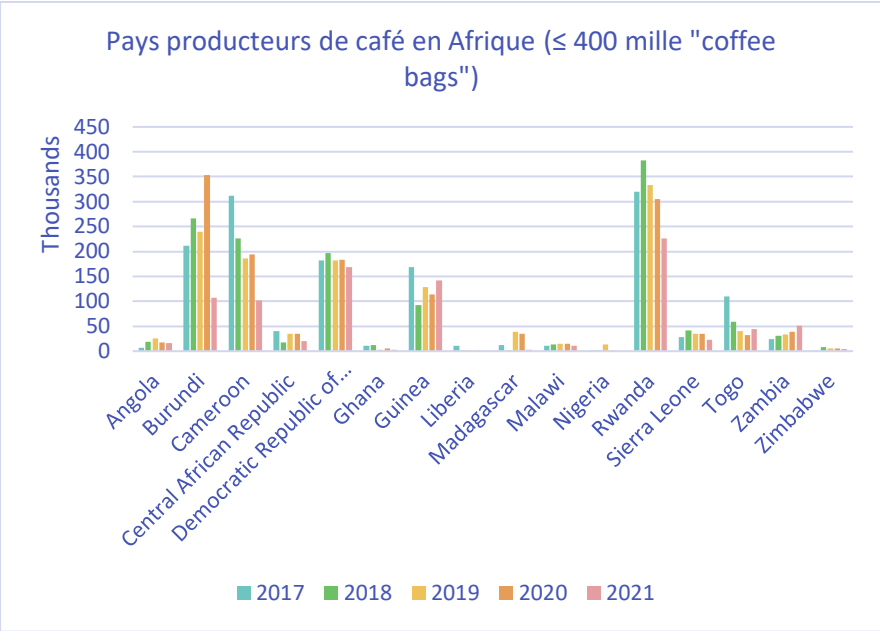

Figure 16. Producteurs de café africains (moins de 400 mille "coffee bags"). Retravaillé par TCCG. Source : IACO.

2.3 Premiers défis identifiés

Les industries togolaises du café et du cacao sont confrontées à plusieurs défis structurels. L'accès limité aux technologies agricoles modernes, les installations de transformation inadéquates et la dépendance à l'égard des exportations de haricots bruts limitent leur potentiel de croissance à valeur ajoutée. Contrairement à de grands producteurs comme la Côte d'Ivoire et le Ghana, qui ont un contrôle important sur les prix mondiaux du cacao, les faibles volumes de production du Togo limitent son influence sur le marché. De plus, les fluctuations de prix et l'évolution de la demande mondiale créent une incertitude économique pour les agriculteurs togolais.

Malgré ces défis, il existe des opportunités de croissance. Le gouvernement togolais s'est fixé pour objectif de doubler la production de café d'ici 2030, reconnaissant son potentiel en tant que culture d'exportation. Des initiatives d'agriculture durable, de meilleures pratiques agricoles et un soutien financier accru aux petits exploitants agricoles pourraient contribuer à accroître la production. Dans le secteur du cacao, le développement d'industries de transformation locales pourrait accroître les exportations à valeur ajoutée, augmentant ainsi la compétitivité sur les marchés internationaux. Le renforcement des partenariats commerciaux et l'amélioration des infrastructures pourraient soutenir davantage l'expansion des industries du café et du cacao au Togo.

Les industries togolaises du café et du cacao sont confrontées à des défis importants qui menacent leur durabilité et leur compétitivité.

Productivité

La baisse de la productivité reste une préoccupation majeure, principalement en raison du vieillissement des plantations, avec plus de 50 % des arbres de plus de 20 ans, et du manque de matériel végétal amélioré. Le changement climatique exacerbe le problème, entraînant une réduction des précipitations pendant les périodes de croissance critiques, une hausse des températures et des conditions météorologiques erratiques qui pourraient rendre près de la moitié des zones actuelles de culture du café et du cacao inadaptées d'ici 2050. Les infestations de ravageurs et la dégradation des sols contribuent également à des rendements irréguliers et à une baisse de la qualité des produits. Les investissements limités dans les engrais, la lutte contre les ravageurs et les infrastructures d'irrigation entravent la capacité des agriculteurs à améliorer leur production. (Attiogbé et al., 2022)[xxxvii]

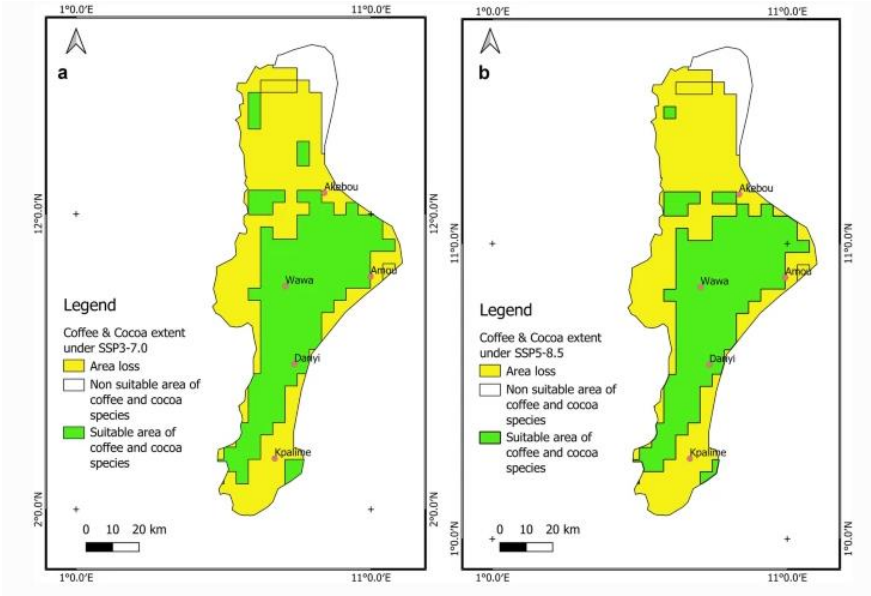

Figure 17. Répartition des espèces de café-cacao selon les scénarios jusqu'en 2050.
a) SP3-7.0 : Un monde divisé, une forte utilisation de combustibles fossiles → un réchauffement d'environ 3,5 à 4 °C ; b) SSP5-8.5 : Croissance rapide, industrie lourde, utilisation extrême de combustibles fossiles → un réchauffement d'environ > 4 °C.

Conditions d'accès au marché et transformation

Au-delà des défis de production, les inefficacités post-récolte et les obstacles liés au marché limitent la compétitivité du café et du cacao togolais. La faiblesse du traitement post-récolte, en particulier dans la fermentation et le séchage du cacao, diminue la qualité du produit et réduit son attrait sur les marchés mondiaux. La nature fragmentée des opérations agricoles se traduit par une qualité inégale, ce qui rend difficile pour les agriculteurs de répondre aux normes internationales (ResearchGate, 2023). Les inefficacités de la chaîne d'approvisionnement, dues à la domination des intermédiaires, ont un impact négatif sur les revenus des agriculteurs. Alors que les hausses de prix mondiales mettent du temps à se répercuter sur les prix à la production locale, les baisses sont répercutées presque immédiatement, ce qui entraîne une instabilité financière pour les petits exploitants agricoles. (Yovo et al., 2022).[xxxviii]

Les faiblesses infrastructurelles et institutionnelles créent d'autres goulets d'étranglement dans le secteur. La médiocrité des réseaux routiers ruraux et l'insuffisance des installations de stockage rendent le transport et l'accès aux marchés difficiles, ce qui limite la capacité des agriculteurs à vendre efficacement leurs produits. La faiblesse des coopératives agricoles et l'accès limité au financement entravent l'investissement dans de meilleures techniques agricoles et des équipements modernes. De plus, certaines politiques gouvernementales en matière de prix et de réglementation des exportations créent de l'incertitude, décourageant la planification à long terme et les investissements dans le secteur. (République du Togo, 2023).

2.4 Cartographie des acteurs du secteur

Les secteurs du café et du cacao au Togo sont façonnés par un large éventail de parties prenantes, notamment des institutions internationales de développement, des organismes gouvernementaux, des associations industrielles, des entreprises du secteur privé et des organisations régionales. Chacun de ces groupes joue un rôle crucial pour assurer la croissance, la durabilité et la compétitivité de l'industrie.

2.4.1 Développement international et institutions financières

Plusieurs organisations internationales fournissent un financement, un soutien technique et des orientations politiques pour améliorer la

productivité, la durabilité et l'accès au marché pour les producteurs de café et de cacao au Togo.

- **La délégation de l'Union européenne (UE) soutient les** politiques commerciales, les initiatives de durabilité et l'alignement réglementaire sur les normes de l'UE tout en finançant des projets qui améliorent la traçabilité et l'efficacité.

- **La GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit)** se concentre sur le développement rural, la formation des agriculteurs et la préservation de l'environnement

- **La KFW (Kreditanstalt für Wiederaufbau),** la banque allemande de développement, finance des projets agricoles et d'infrastructure pour faciliter l'accès aux marchés.

- **L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)** promeut des techniques agricoles durables, la résilience climatique et des stratégies de lutte contre les ravageurs pour assurer la sécurité alimentaire.

2.4.2 Ministères gouvernementaux et organismes de réglementation

Le gouvernement joue un rôle central dans la mise en œuvre des politiques, la régulation et le respect des normes au sein des secteurs du café et du cacao.

- La **Direction des Filières Végétales (DFV),** dépendant du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement rural, est responsable de l'analyse des performances des productions végétales et des conditions technico-économiques de leur développement. Elle participe à la définition des orientations stratégiques et veille à leur application, tout en évaluant leur impact et en proposant des ajustements. La DFV définit des indicateurs de suivi et d'évaluation des programmes agricoles, examine l'impact des projets sur la production agricole et contrôle les études agroéconomiques du sous-secteur. Elle veille également au respect des accords internationaux du Togo en matière de production végétale, assure la mise en application des réglementations et encourage la diversification des cultures agricoles pour un développement durable du secteur.

- **Direction des Politiques, de la Planification et du Suivi-Évaluation (DPPSE)** est chargée de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques agricoles en lien avec les objectifs de développement du secteur. Elle assure la planification stratégique et définit les indicateurs de suivi et d'évaluation des programmes agricoles. La DPPSE analyse les performances du secteur agricole, propose des ajustements aux politiques existantes, et veille à la cohérence des actions avec les engagements nationaux et internationaux. Elle joue également un rôle clé dans la coordination entre les différentes directions techniques et partenaires pour garantir une mise en œuvre efficace des stratégies agricoles.

- **Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale** est chargé de définir et mettre en œuvre la politique nationale en matière de commerce, d'industrie et de promotion de la consommation locale. Il veille à la régulation des échanges commerciaux, au développement du secteur industriel, ainsi qu'à la promotion des produits togolais sur les marchés nationaux et internationaux. Le ministère joue également un rôle clé dans la protection des consommateurs et l'appui aux entreprises

locales et exportateurs afin de renforcer la compétitivité économique du pays.

- **Haute Autorité pour la Qualité et l'Environnement (HAUQE)** a pour mission de coordonner les activités des structures techniques de la qualité et de formuler des recommandations et avis au Gouvernement en matière de normalisation, certification et contrôle qualité. Elle assure également la gestion du Fonds National de Promotion de la Qualité (FNPQ) et veille à sa répartition entre les différents instruments de promotion de la qualité, contribuant ainsi à l'amélioration des standards et de la compétitivité des produits togolais sur les marchés nationaux et internationaux.

- **Centre de Recherche Agronomique Forestière de l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (CRAF/ITRA),** mène des recherches pour identifier les conditions optimales de production des principales cultures de la zone forestière, notamment le cacao, et développe des solutions pour optimiser les rendements et améliorer la production, contribuant ainsi à la compétitivité et à la durabilité de la filière.

- **Le Ministère du Développement Rural et des Infrastructures routières** travaille sur les infrastructures rurales pour améliorer la logistique et l'accès au marché pour les producteurs de café et de cacao.

- **Agence de Transformation Agricole (ATA)** a pour mission de stimuler la transformation structurelle de l'agriculture togolaise en favorisant le développement des filières agricoles et en renforçant les capacités des acteurs du secteur. Elle accompagne les producteurs, transformateurs et autres intervenants à travers des programmes de modernisation, d'innovation et de valorisation des productions agricoles, contribuant ainsi à une agriculture plus compétitive et durable.

- **Direction de l'Entreprenariat et du Financement Agricole (DEFA)** est chargée de l'organisation professionnelle des producteurs, en accompagnant leur constitution, transformation et structuration en entreprises agricoles. Elle joue un rôle clé dans la facilitation de l'accès au financement, en mettant en place des mécanismes et des partenariats permettant aux producteurs d'obtenir les ressources nécessaires pour le développement et la modernisation de leurs activités agricoles.

- **Direction de l'Aménagement, de l'Équipement et de la Mécanisation Agricole (DAEMA),** a pour mission de concevoir, exécuter et suivre les travaux d'aménagement agricole sur les ZAAP, agropoles, bas-fonds et périmètres hydroagricoles. Elle élabore les normes techniques et cahiers de charges pour les infrastructures rurales et assure leur contrôle. La DAEMA met en œuvre la stratégie nationale de mécanisation agricole, ainsi que le Schéma directeur de l'agriculture irriguée et la stratégie de maîtrise de l'eau pour l'agriculture. Elle définit et facilite l'application de la politique agro-foncière et supervise l'élaboration et la diffusion des normes techniques pour la gestion des ressources en eau et des infrastructures agricoles.

- **Direction de la Protection des Végétaux (DPV),** est chargée de la surveillance phytosanitaire afin de prévenir et limiter les risques liés aux maladies et ravageurs des cultures. Elle assure la prévision des attaques et la diffusion de l'information phytosanitaire auprès des acteurs agricoles. La DPV est également responsable de l'homologation et du contrôle des produits phytopharmaceutiques et des appareils

de traitement, garantissant ainsi la sécurité des cultures et la conformité aux normes environnementales et sanitaires.

- **UTCC/ICAT (Unité Technique Café-Cacao)/(Institut de Conseil et d'Appui Technique)** assure un appui-conseil aux producteurs de café et de cacao, facilite la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles pour améliorer la productivité et la durabilité des cultures, et veille à la fourniture de matériel végétal de qualité, contribuant ainsi à la structuration et au renforcement de la filière.

2.4.3 Associations industrielles et groupes d'affaires

Diverses associations et coopératives industrielles jouent un rôle crucial dans la représentation des intérêts des agriculteurs, des exportateurs et des commerçants.

- **Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC)** assure la coordination des activités de la filière, supervise la commercialisation, collecte et analyse les données sectorielles, régule et diffuse les prix de référence, tout en mettant à jour la liste officielle des acheteurs et exportateurs afin de garantir un développement structuré et transparent du secteur au Togo.

- **Conseil Interprofessionnel du Café et du Cacao (CICC)** favorise la coordination et la coopération entre les différents acteurs de la filière, contribue à une gestion efficace et durable du secteur, veille au respect des réglementations en vigueur, et participe activement à l'élaboration et à la mise en place d'un dispositif de fixation des prix indicatifs du cacao. Il réunit quatre grandes familles professionnelles : Producteurs, représentés par la FUPROCAT; Acheteurs, représentés par le SIACCTO; Exportateurs, représentés par le CECC; Transformateurs, représentés par ATCC.

- **CECC (Conseil des Exportateurs de Café et de Cacao du Togo)** coordonne les activités des exportateurs, en facilitant la communication et la collaboration entre les différents acteurs de la filière. Elle met en œuvre des stratégies de promotion et de marketing pour accroître la visibilité des produits togolais sur les marchés internationaux et fournit un soutien aux exportateurs en matière de procédures d'exportation, conformité aux normes internationales et résolution des problèmes liés à l'exportation.

- **SIACCTO (Syndicat Indépendant des Acheteurs de Café et de Cacao du Togo)** est une organisation professionnelle qui représente la famille des acheteurs au sein du CICC-Togo. Le syndicat joue un rôle dans : la concertation sectorielle, la régulation professionnelle, la transparence dans les achats et la défense des intérêts de ses membres dans les négociations interprofessionnelles.

- **ATCC (Association Togolaise des Transformateurs de Café et de Cacao)** a pour mission de défendre les droits des transformateurs en matière de réglementation, de législation et de conditions commerciales. Elle facilite l'échange d'informations entre ses membres sur les meilleures pratiques, les réglementations en vigueur et les tendances du marché, et participe à l'élaboration de normes de qualité pour garantir la conformité des produits transformés aux exigences du marché.

- **FUPROCAT (Fédération des Unions des Producteurs de Café et Cacao du Togo)** représente et défend les intérêts des producteurs de cacao auprès des autorités nationales, des institutions régionales et internationales, ainsi que des acteurs de la filière. Elle négocie avec les acheteurs, négociants et transformateurs pour garantir des prix équitables et facilite l'accès des producteurs aux marchés

locaux et internationaux, en promouvant le cacao issu de ses membres.

  - **Union IBA** : L'Union IBA est une organisation coopérative qui fait partie de la FUPROCAT couvrant les zones LITIME, créée dans le but de renforcer les actions collectives des producteurs. Elle regroupe 50 coopératives, soit un total de 1 800 membres, dont 485 femmes. Ces dernières participent activement à la production et à la transformation des produits agricoles. L'Union s'occupe également du stockage des produits, de leur vente et de la redistribution des primes aux agriculteurs.
  - Il existe également des **Unions et des Coopératives** qui ne sont pas affiliés à la FUPROCAT.

- **MGPCC DEKAWOWO** facilite l'inclusion financière en offrant des services financiers adaptés aux producteurs et entrepreneurs locaux. Il contribue à la réduction de la pauvreté en proposant des solutions financières permettant aux individus et aux communautés de générer des revenus durables. En outre, il met en place des programmes d'éducation financière visant à renforcer les capacités des bénéficiaires à gérer efficacement leurs finances, investir de manière judicieuse et éviter le surendettement, favorisant ainsi une autonomisation économique durable.

- **Sociétés Coopératives Simplifiées (SCOOPS)** jouent un rôle clé dans les filières du café et du cacao. Exemples :

  - **SCOOPS KEKELI** : Basée à Agou, cette coopérative a été fondée en 2019 par une Suissesse installée dans la région. Elle regroupe environ 100 producteurs, dont 30 femmes, et se consacre à la production de cacao biologique et équitable.
  - **SCOOPS IKPA** : Située au nord de la région des Plateaux, près de Badou, cette coopérative est née en 2018 d'une scission avec SCOOPS PROCAB pour mieux desservir sa zone géographique. Composée de 701 producteurs cultivant en moyenne 1,2 hectare chacun, SCOOPS IKPA se consacre à la production de cacao biologique et équitable.

- **L'UPROCAB (Union des Producteurs de Cacao Biologique),** qui met l'accent sur la certification biologique.

- **Coopérative des Pépiniéristes du Cacao du Togo,** donne soutien aux producteurs de cacao en leur fournissant des plants de qualité, contribuant ainsi à l'amélioration de la productivité et de la durabilité de la filière. Elle offre également des conseils agronomiques sur la gestion des pépinières, les techniques de transplantation et les bonnes pratiques agricoles. Elle favorise le développement communautaire en créant des opportunités d'emploi et en renforçant les compétences locales dans le domaine de la production de plants de cacao.

2.4.4 Entreprises du secteur privé

Le secteur privé joue un rôle déterminant dans la transformation, l'exportation et la valeur ajoutée des produits du café et du cacao du Togo. Parmi les entreprises notables, citons **la société Yentoumi (Grands Plateaux Coffee),** spécialisée dans la transformation et l'exportation de café et de cacao, **TAN AGRO,** dans l'exportation, et **KING CAFE,** qui se concentre sur le café haut de gamme. Dans le secteur du cacao, **GEBANA TOGO** est un leader dans l'exportation de cacao biologique et équitable, tandis que **Choco Togo** ajoute de la valeur grâce à la production locale de chocolat et aux initiatives de commerce équitable. **Denyigba Cacao** est spécialisée dans la transformation de cacao.

2.4.5 ONG

- **Avenir de l'Environnement (ADE)** œuvre pour la promotion de pratiques durables de gestion des déchets, incluant le recyclage, la réduction des déchets et la sensibilisation à la pollution. Elle mène des actions de sensibilisation du public aux enjeux environnementaux, aux menaces pesant sur les écosystèmes et aux pratiques durables. Elle organise des programmes éducatifs visant à renforcer la compréhension des défis environnementaux et à encourager des comportements écoresponsables.

- **Association pour la Promotion des Arbres Fertilitaires (APAF)** œuvre pour la promotion de l'agroforesterie en intégrant des arbres fertilitaires dans les systèmes agricoles afin d'améliorer la fertilité des sols, la résilience climatique et la productivité des cultures. Elle sensibilise les agriculteurs et les communautés aux pratiques durables de gestion des ressources naturelles et à la préservation de la biodiversité. Elle met en place des programmes de formation et d'accompagnement pour aider les producteurs à adopter des systèmes agricoles respectueux de l'environnement et économiquement viables.

2.5 Carte avec les lieux des entretiens

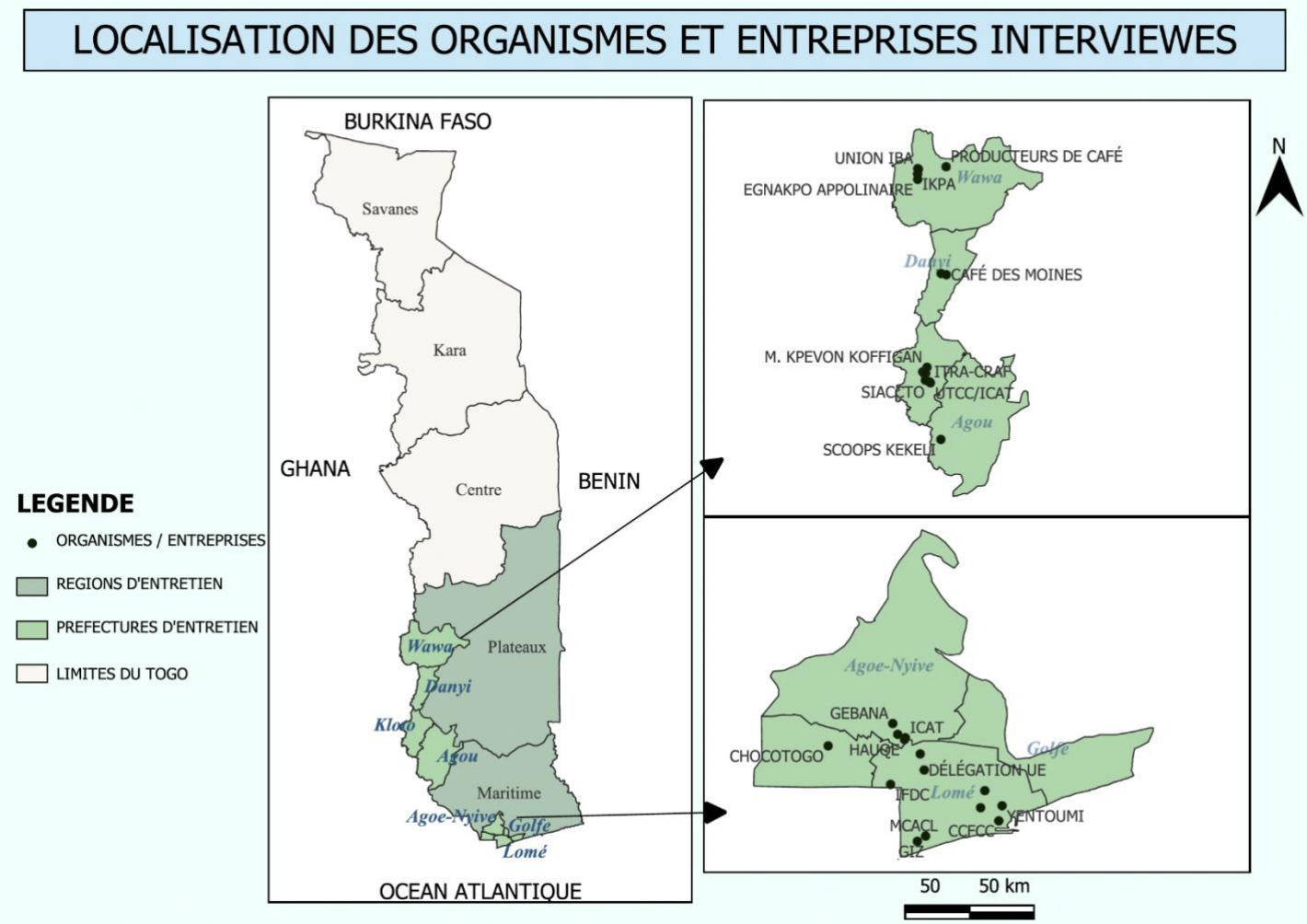

Illustration 3. Carte avec les lieux où se sont déroulés les entretiens.

2.6 Chaine de valeur du café cacao

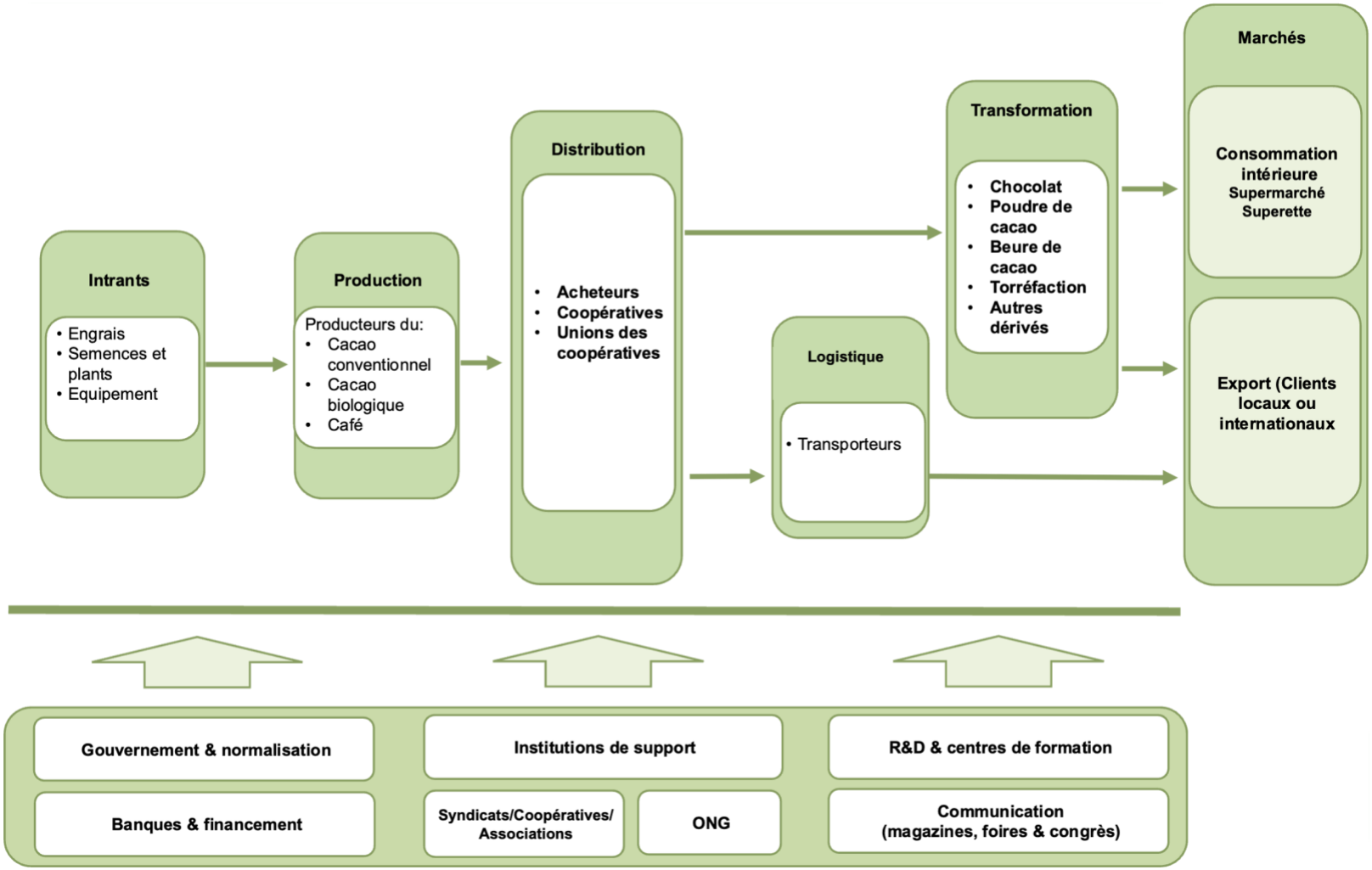

Figure 18. Chaine de valeur du café cacao. Source : Les auteurs.

2.7 Chaine de valeur des acteurs des filières café et cacao

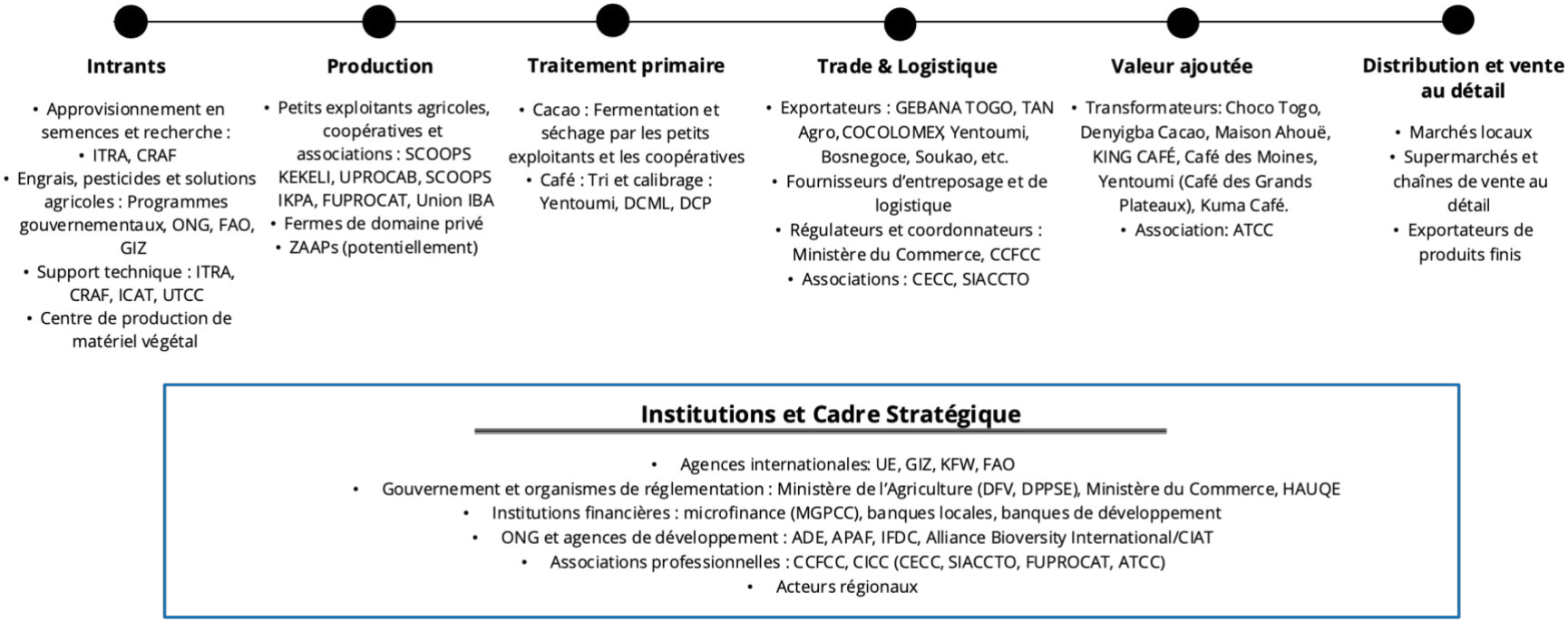

Figure 19. Chaine de valeur des acteurs du café cacao. Source : Les auteurs.

Note : La liste des acteurs présentés n'est pas exhaustive et est destinée à être illustrative.

3 ASPECTS TRANSVERSAUX

3.1 Aspects liés au genre

Les filières café et cacao au Togo constituent deux secteurs clés de l'économie agricole, impliquant une diversité d'acteurs à différents niveaux de leur chaînes de valeur. Parmi eux, les femmes occupent une place essentielle, intervenant aussi bien dans la production que dans la transformation des produits. Cependant, malgré leur contribution significative, elles restent confrontées à des défis majeurs limitant leur pleine participation et leur autonomisation.

L'analyse des données recueillies révèle une proportion moyenne d'environ **11,4%**[3] de femmes impliquées dans les différentes structures et organisations du secteur. Cette présence, bien qu'importante, demeure inégale selon les institutions et les maillons de la filière. Les chiffres indiquent une représentation plus faible dans les postes techniques et décisionnels, mettant en évidence la nécessité d'initiatives ciblées pour favoriser une meilleure inclusion et renforcer leur rôle dans la gouvernance et la gestion des ressources.

Ce document vise à mettre en lumière les principales contraintes auxquelles les femmes sont confrontées dans les filières café et cacao et à proposer des pistes d'amélioration pour une participation plus équitable et efficiente.

3.1.1 Participation des femmes dans les filières café et cacao : état des lieux et enjeux d'autonomisation

D'après les données collectées, la proportion des femmes varie dans les différentes organisations et structures liées aux filières café et cacao, et aussi apparemment selon la région et les coutumes des communautés.

Les femmes sont principalement actives dans des tâches spécifiques de la chaîne de valeur, notamment la récolte des graines de café et de cacao, le triage, le séchage, ainsi que dans certaines activités de transformation artisanale. Leur présence est notable dans les coopératives et unions de producteurs, mais elles demeurent sous-représentées dans les postes techniques et décisionnels.

Les chiffres montrent une distribution inégale selon les organisations :

- APAF TOGO : 30 techniciens, dont 8 femmes (26,7%).
- DFV (Direction des Filières Végétales, Ministère de l'Agriculture) : 22 personnes, dont 8 femmes (36,4%).
- HAUQE : 20 employés, dont 5 femmes (25%).
- ICAT : 846 agents, dont 154 femmes (18,2%).
- IFDC Togo : 8 personnes, dont 5 femmes (62,5%).
- Coopérative IKPA : 781 producteurs, dont 145 femmes (18,6%).
- Union IBA : 1 800 membres, dont 485 femmes (26,9%).
- ATCC : 7 membres, dont 4 femmes (57,14%).
- CECC : 29 exportateurs, dont 4 femmes (13,79%).
- SIACCTO : 45 membres, dont 2 femmes (4,4%).

[3] *Cette valeur est donnée uniquement à titre indicatif et a été obtenue à partir des données recueillies lors des entretiens réalisés. Étant donné la taille réduite de l'échantillon, elle peut différer de plusieurs points par rapport au pourcentage réel.*

- FUPROCAT : composé de 523 coopératives, 12 unions de 8 préfectures. 16,368 producteurs, dont 1,462 femmes (8,93%).

Une meilleure reconnaissance, un renforcement de leurs capacités, la sensibilisation des communautés pour donner aux femmes l'accès à la propriété foncière et leur accorder une plus grande capacité de gestion sont donc nécessaires pour favoriser leur autonomisation et valoriser leur contribution au secteur.

3.1.2 Défis Identifiés liés au genre

- Accès limité au foncier : Les femmes disposent de peu de droits de propriété sur les terres agricoles, ce qui limite la prise de décision et freine leur capacité à investir durablement dans les plantations de café et de cacao.

- Difficulté d'accès au financement : Les institutions financières exigent généralement des garanties foncières pour accorder des crédits, rendant l'accès au financement particulièrement difficile pour les femmes impliquées dans la transformation.

- Charge de travail élevée : En plus de leurs activités agricoles, les femmes assument des responsabilités domestiques importantes, ce qui réduit leur disponibilité pour suivre des formations, développer des compétences ou entreprendre des activités à plus forte valeur ajoutée.

- Faible représentation dans la gouvernance des coopératives : Bien que des progrès aient été réalisés, les femmes restent largement sous-représentées dans les postes de décision au sein des organisations de producteurs. Cette situation est influencée par des normes sociales qui placent souvent les hommes en position dominante et rendent difficile l'acceptation de l'autorité féminine dans la gestion des structures agricoles.

3.1.3 Recommandations initiales avec aspects transversaux

- Mettre en place des mécanismes favorisant l'accès des femmes aux terres agricoles (baux, titres fonciers collectifs).

- Développer des solutions de financement adaptées aux besoins des femmes productrices et surtout transformatrices (fonds de garantie, microfinances inclusives).

- Renforcer les capacités des femmes à travers des formations en gestion agricole, gestion d'organisations, leadership et entrepreneuriat.

- Promouvoir une meilleure intégration des femmes dans les organes de décision des coopératives à travers des quotas et des mesures incitatives.

- Dans le cadre de la mise en œuvre des plans nationaux de promotion et de développement des filières café et cacao, encourager la création de programmes ou sous-programmes spécifiques visant à répondre aux difficultés des femmes, avec des objectifs concrets et mesurables.

3.2 Règlementation de l'Union Européenne sur la déforestation (RDUE) et son impact sur la filière Café Cacao

3.2.1 Contexte

La nouvelle réglementation de l'Union européenne sur la déforestation (RDUE) constitue une avancée majeure dans la lutte contre la déforestation liée au commerce international. Conçue pour renforcer la protection des forêts et des écosystèmes, son application, initialement prévue pour le 30 décembre 2024, a été reportée au 30 décembre 2025 pour les grandes entreprises et au 30 juin 2026 pour les micros et petites entreprises.

Ce règlement impose aux entreprises européennes de démontrer que certains produits importés ne sont pas associés à la déforestation ou à la dégradation des forêts. Il concerne sept matières premières : le café, le cacao, le caoutchouc, l'huile de palme, le soja, le bois et le bétail, ainsi que certains produits dérivés tels que le cuir, le charbon de bois et le papier imprimé.

En mettant l'accent sur une traçabilité stricte et une gestion durable des chaînes d'approvisionnement, la RDUE vise à réduire l'impact de l'industrie européenne sur la déforestation mondiale. Elle s'inscrit dans une stratégie plus large de préservation de la biodiversité et de lutte contre le changement climatique.

Cette réglementation a un impact direct sur les filières café et cacao, notamment dans des pays producteurs comme le Togo, où certaines exploitations agricoles sont encore situées dans des zones sensibles. Elle impose donc une adaptation des pratiques agricoles, une meilleure cartographie des zones de production et des investissements dans des systèmes de traçabilité robustes afin d'assurer la conformité aux nouvelles exigences européennes.

3.2.2 Exigence de l'application du RDUE sur les filières café cacao au Togo

Pour les producteurs et exportateurs de cacao au Togo, se conformer au Règlement de l'Union européenne sur la déforestation (RDUE) implique plusieurs exigences cruciales.

- **Traçabilité stricte** : Les acteurs de la filière cacao doivent garantir une traçabilité totale de la production, depuis la parcelle de culture jusqu'au consommateur. Cela signifie que les entreprises doivent collecter et fournir des informations détaillées, telles que les coordonnées GPS des parcelles de moins de 4 hectares, ou des polygones pour celles supérieures à 4 hectares. De plus, l'identité des fournisseurs et des acheteurs doit être clairement documentée.

- **Zéro déforestation** : Une condition essentielle est que le cacao ne doit provenir d'aucune parcelle ayant été déboisée après le 31 décembre 2020. Cela inclut toute conversion de forêt en terres agricoles, même si le système agroforestier de cacao y est pratiqué. Cette exigence pousse à une gestion durable des terres et à l'adoption de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.

- **Conformité aux lois locales** : Les producteurs de cacao doivent respecter toutes les législations nationales en vigueur au Togo. Cela englobe les droits fonciers et d'usage des terres, les règles environnementales protégeant la biodiversité, ainsi que les droits humains et du travail, notamment la lutte contre le travail des enfants. De plus, les exigences en matière de commerce et de douane doivent être scrupuleusement suivies.

3.2.3 État actuel de la mise en œuvre de la loi, des pratiques et outils de gestion dans la filière café cacao

Au cours des entretiens, il a été demandé aux coopératives d'évaluer entre 0 et 100 le pourcentage de mise en œuvre des mesures d'adaptation à l'EUDR, et environ la moitié ont déclaré qu'elles étaient achevées à 70% en moyenne. Le reste a indiqué être encore en phase initiale, avec la nécessité de définir comment financer et planifier les activités restantes.

Les acteurs, tels que Gebana et IKPA, utilisent des applications comme CROPIN et GSMILE pour la gestion interne de leurs activités. Ces applications se concentrent principalement sur le contrôle des opérations au niveau de la production, en suivant des informations telles que les superficies, la géolocalisation et les rendements. Cependant, elles ne couvrent pas les activités de transport jusqu'au client final, qui ne sont pas encore automatisées.

Il est également important de noter que les autres activités sont documentées manuellement sur papier.

3.2.4 Les défis à relever pour garantir la conformité et la durabilité de la filière café cacao

Malgré les efforts déjà déployés, plusieurs défis demeurent pour assurer la conformité aux normes environnementales et la durabilité de la filière café cacao. Ces défis doivent être surmontés afin de garantir une production responsable et pérenne.

- **Cartographie des zones de production** : Bien que certaines entreprises aient commencé à mettre en place ces outils, il reste encore beaucoup à faire pour une couverture complète. Les entreprises engagées dans la production biologique ont déjà amorcé cette démarche, et il serait pertinent de renforcer les partenariats et le partage des bonnes pratiques pour étendre cette cartographie à l'ensemble du secteur.

- **Traçabilité insuffisante** : Un suivi rigoureux est indispensable pour garantir que les productions de café cacao respectent les critères de la règlementation sur la déforestation. L'investissement dans des systèmes de traçabilité numériques permettant de suivre chaque lot de café cacao, de la parcelle à l'exportation, est crucial. L'amélioration de l'accès aux technologies adaptées est un levier pour renforcer cette traçabilité.

  Il a été constaté que la majorité des coopératives sont en train de mener ou ont déjà mené des activités de géolocalisation des parcelles et de collecte d'informations sur les producteurs et leurs produits. Cependant, il a également été relevé qu'il manquait, au niveau national, l'infrastructure nécessaire pour coordonner toutes les données recueillies sur le terrain par les coopératives, garantir la traçabilité lors du transport depuis les régions jusqu'à Lomé, et assurer la conformité de l'ensemble des informations enregistrées et de la production au Togo.

- **Coût des mises en conformité** : Le respect des exigences du règlement de l'UE engendre des coûts significatifs pour les producteurs, notamment pour l'adoption de pratiques agroforestières et l'obtention de certifications supplémentaires. En général, ce sont les coopératives qui supportent le coût de la mise en œuvre de nouvelles pratiques et exigences. Dans certains cas, certains importateurs avancent une somme d'argent importante à la demande des coopératives, qui sert à couvrir les coûts d'adaptation à l'EUDR. Mais cet argent ne constitue pas

véritablement une subvention, puisque les coopératives le restituent sous forme de livraisons de produits fabriqués. Certaines coopératives manquent de fonds pour mener à bien la mise en œuvre.

Afin de soutenir les producteurs, des mécanismes de financement adaptés, tels que des subventions ou des prêts à faible taux d'intérêt, devraient être mis en place pour faciliter l'investissement dans des pratiques durables.

- **Reboisement et suivi** : Bien que des initiatives de reboisement aient été entreprises, il manque un suivi rigoureux pour assurer leur succès à long terme. Un programme de suivi régulier, accompagné de formations pour les producteurs et de mécanismes d'incitation pérennes, est essentiel pour garantir la durabilité des efforts de reboisement.

- **Systèmes d'irrigation** : Au Togo, les filières café et cacao sont principalement développées dans des zones aux précipitations annuelles comprises entre 1 200 et 1 600 mm, ce qui est généralement suffisant pour la croissance de ces cultures. Par conséquent, l'utilisation de techniques d'irrigation dans ces filières est actuellement limitée. Cependant, face aux variations climatiques et aux périodes de sécheresse, l'irrigation devient de plus en plus considérée comme une pratique nécessaire pour maintenir et améliorer les rendements, notamment dans les plantations de cacao.

  L'intégration de systèmes d'irrigation adaptés est cruciale, notamment dans les zones vulnérables aux périodes de sécheresse prolongées. Cela permettra non seulement de maintenir la durabilité des plantations, mais aussi d'accroître la productivité tout en respectant les normes écologiques.

- **Changement climatique** : Le changement climatique constitue un défi majeur pour la production de café cacao. Il est indispensable d'introduire des plants résistants aux nouvelles conditions climatiques et de promouvoir des pratiques agricoles résilientes pour garantir une production durable à long terme. Actuellement, des travaux sont en cours pour diffuser les pratiques de résilience, mais les fonds manquent pour investir dans la recherche et la création de semences plus résistantes à la sécheresse et au changement climatique.

- **Formation des acteurs de la chaîne de valeur du Café cacao** : La formation continue des acteurs de la chaîne de valeur est essentielle pour assurer une bonne compréhension et application des nouvelles réglementations. Des sessions de formation pour tous les intervenants, des producteurs aux exportateurs, sont nécessaires afin qu'ils puissent se conformer efficacement aux exigences du règlement de l'UE. Actuellement, diverses initiatives de formation et de sensibilisation des différents acteurs de la chaîne de valeur sont en cours, menées par les coopératives elles-mêmes ainsi que par des ONG. Cependant, tous ont exprimé un manque de moyens pour mettre à disposition des producteurs un plus grand nombre de techniciens pouvant répondre à leurs questions et à leurs besoins.

- **Habitude d'utilisation du feu pour « nettoyer » les terres et manque de gestion.** Aspect non directement lié à la directive EUDR : lors de la visite sur le terrain, l'existence de nombreux feux actifs a été confirmée. Les acteurs (coopératives et producteurs) ont été interrogés sur leurs plans de gestion des incendies, et ils ont mentionné qu'ils essayaient parfois de nettoyer les limites des parcelles et de former des « équipes » pour agir si nécessaire. Mais les

coopératives ont indiqué qu'elles ne disposaient pas de plans de gestion des incendies, ni de moyens pour les arrêter.

3.2.5 Recommandations initiales avec RDUE

- **Renforcer la sensibilisation** des producteurs aux risques environnementaux et aux bénéfices des pratiques durables.

- **Renforcement des infrastructures de traçabilité.** Mettre en place une infrastructure nationale centralisée permettant aux coopératives de coordonner et numériser les informations collectées sur le terrain. Cela garantirait une meilleure traçabilité du café et du cacao, notamment lors du transport jusqu'à Lomé, en assurant la conformité avec les exigences de l'UE sur la déforestation.

- **Développement de mécanismes de financement adaptés.** Faciliter l'accès des coopératives et des producteurs à des subventions ou prêts à faible taux d'intérêt pour couvrir les coûts liés à l'adaptation aux nouvelles réglementations. Cela inclut l'investissement dans la cartographie, la certification, la traçabilité et l'amélioration des infrastructures de production durable.

- **Mise en place d'un suivi rigoureux des initiatives de reboisement et intégration de solutions d'irrigation adaptées**. Établir un programme de suivi régulier pour s'assurer du succès des projets de reboisement entrepris. Associer ces initiatives à des formations pour les producteurs et à des incitations financières pour garantir la pérennité des plantations et leur impact environnemental positif. Encourager l'adoption de techniques d'irrigation efficaces dans les plantations, en particulier dans les zones vulnérables aux sécheresses. Encourager l'adoption de l'agroforesterie en combinant café-cacao avec des essences forestières locales. Ces mesures visent à stabiliser et améliorer les rendements du cacao tout en respectant les principes de durabilité écologique et de résilience climatique.

- **Renforcement des formations techniques et réglementaires**. Développer des programmes de formation continue pour tous les acteurs de la filière, des producteurs aux exportateurs, afin de garantir la compréhension et l'application des nouvelles exigences de l'UE. Un renforcement du nombre de techniciens spécialisés est également nécessaire pour répondre aux besoins des producteurs et assurer un accompagnement adapté.

Ces mesures permettront de garantir la durabilité de la filière tout en respectant les engagements environnementaux du Togo.

4 RECAPITULATIF DES DEFIS DE LES FILIERES CAFE ET CACAO AU TOGO

Les filières café et cacao au Togo présente un potentiel économique important, mais elle est confrontée à plusieurs défis structurels et conjoncturels qui limitent son développement et sa compétitivité sur les marchés nationaux et internationaux.

4.1 Typologie des défis

Les défis peuvent être regroupés dans les typologies suivantes :

4.1.1 Défis liés à la production

- Faible productivité des plantations en raison du vieillissement des vergers et du manque d'entretien.
- Manque de renouvellement générationnel dans les cultures.
- Accès limité aux intrants biologiques et conventionnels spécifique pour le café et le cacao au Togo (engrais, biopesticides).
- Difficulté d'accès à des plants améliorés et au matériel végétal de qualité.
- Insuffisance des infrastructures de production (manque d'aires de séchage, d'entrepôts et de moyens d'irrigation).
- Problèmes liés au changement climatique : sécheresse, irrégularité des pluies, augmentation des ravageurs et maladies.
- Manque de main-d'œuvre qualifiée et disponible, notamment pour la récolte et l'entretien des plantations.
- Faible niveau de planification contre les incendies et quasi-inexistence de moyens pour les éteindre.

4.1.2 Défis liés à la transformation et à la commercialisation

- Faible taux de transformation locale, laissant la majeure partie de la valeur ajoutée aux marchés étrangers.
- Faible consommation locale de café et de chocolat.
- Manque d'équipements modernes de transformation et de stockage, ce qui limite la qualité des produits finis.
- Coût élevé des emballages, principalement importés, ce qui réduit la compétitivité des produits locaux.
- Difficultés élevées pour l'établissement d'entreprises de transformation locale : accès au crédit, coût de l'énergie, propriété foncière, difficulté d'accès aux incitations offertes par les institutions, etc.
- Dépendance au préfinancement de la récolte pour accéder à de nouveaux clients.
- Marché opéré par un nombre relativement restreint d'acheteurs en raison des barrières à l'entrée existantes (telles que la dépendance au financement pour réaliser la récolte), ce qui rend la négociation difficile pour les petits producteurs et maintient une dépendance.

- Investissement élevé dans l'obtention et le soutien des certifications, ce qui entraîne une « commoditisation » des produits (même si cela se produit dans une gamme de prix plus élevée).

4.1.3 Défis liés au financement et aux infrastructures

- Financement insuffisant et avec des conditions difficiles pour les producteurs et coopératives, avec un accès limité aux crédits agricoles.
- Manque de financement des institutions qui offrent un appui à la filière.
- Fonds de roulement insuffisant pour les acteurs de la filière.
- Utilisation quasi inexistante des assurances agricoles pour protéger les récoltes contre les aléas climatiques et économiques.
- Peu de professionnalisation des équipes qui préparent les propositions pour accéder à des financements internationaux très compétitifs.
- Infrastructure routière insuffisante, rendant le transport des produits plus coûteux et difficile.

4.1.4 Défis liés à la réglementation et à la certification

- Coût élevé des certifications biologiques et commerce équitable, limitant l'accès aux marchés premium.
- Faible adoption et compréhension des normes de qualité, nécessitant plus de sensibilisation et de formation.
- Difficulté de mise en place d'un système de traçabilité fiable, essentiel pour garantir la qualité et la durabilité des produits.
- Manque de financement pour mettre en œuvre des mesures permettant de respecter les réglementations exigées par certains marchés.

4.1.5 Défis socio-économiques et genre

- Difficulté d'accès au foncier pour les femmes, limitant leur implication dans la production et la gestion des coopératives.
- Manque d'opportunités pour l'entrepreneuriat féminin, bien que certaines coopératives mettent en place des mesures pour encourager les femmes.
- Redistribution inégale des primes et des bénéfices, particulièrement au niveau des producteurs de base.
- Risque d'exclusion de certains marchés pour les producteurs n'appartenant à aucune coopérative, en raison du manque de moyens et de capacité pour s'adapter aux exigences des nouvelles réglementations.

4.1.6 Défis des institutions et de la structure d'appui

- Problèmes de commercialisation et faible capacité de négociation des prix de la part des coopératives.
- Structuration des coopératives et gouvernance interne.
- Manque de plus soutien technique aux producteurs.
- Excès d'institutions dans les deux filières peut rendre la coordination difficile.

4.2 Tableau récapitulatif par catégorie de défis

Filière	Défis	Catégorie	Description
Cacao et café	Participation des femmes dans la transformation artisanale (surtout cacao), mais accès limité aux financements et à la propriété des terres	Aspects liés au genre	Malgré leur rôle clé dans la filière, les femmes ont un accès restreint aux terres et aux financements, ce qui limite leur autonomisation et leur implication dans les chaînes de valeur.
Cacao	Aléas climatiques, augmentation des ravageurs et maladies	Changement climatique	Les variations climatiques, notamment la sécheresse et l'irrégularité des pluies, ont des effets négatifs sur la production. L'augmentation des ravageurs et des maladies agricoles aggrave les pertes de rendement. Il y a un manque de développement de semences résistantes à la sécheresse et aux bioagresseurs.
Café	Impact de la sécheresse, baisse du rendement	Changement climatique	Les variations climatiques, notamment la sécheresse et l'irrégularité des pluies, ont des effets négatifs sur la production. L'augmentation des ravageurs et des maladies agricoles aggrave les pertes de rendement.
Cacao et café	Conformité requise d'ici 2026, nécessité d'un système fiable de traçabilité, besoin de géolocalisation des parcelles	EUDR (Réglementation Zéro Déforestation de l'UE)	La mise en conformité avec la réglementation de l'UE sur la déforestation impose de nouvelles exigences aux producteurs, notamment la géolocalisation des parcelles et un suivi strict des pratiques agricoles. Il manque un financement pour la mise en œuvre des actions permettant de se conformer aux exigences. Il manque également la mise en place d'un système de contrôle de la traçabilité au niveau national, étant donné que chaque coopérative ne contrôle que son propre domaine.
Cacao et café	Manque de fonds de roulement, financement limité pour le développement des coopératives, difficulté d'accès aux financements bancaires, exigences élevées en garanties	Financement	Les producteurs et transformateurs ont peu d'accès au crédit agricole, en raison des garanties élevées demandées par les banques et du manque de mécanismes financiers adaptés aux besoins du secteur.
Cacao	Absence d'engrais adaptés, déficit en plants biologiques	Intrants et terrains	L'insuffisance d'engrais spécifiques et de plants certifiés affecte la productivité et la qualité. Les producteurs peinent à obtenir des intrants adaptés, surtout pour la culture biologique.
Café	Manque d'engrais adaptés, difficultés d'accès aux plants de qualité	Intrants et terrains	Engrais spécifique développé au siècle dernier, sans mise à jour, affecte la productivité et la qualité. Les producteurs peinent à obtenir des intrants adaptés.
Cacao et café	Infrastructures de transport insuffisantes, coût élevé du transport	Logistique	Le mauvais état des infrastructures routières complique l'acheminement des produits vers les marchés et augmente les coûts logistiques, réduisant la compétitivité des producteurs.
Cacao et café	Prix instables, contraintes de certification pour l'exportation (surtout cacao), difficultés d'accès aux marchés internationaux	Marché	Les marchés sont instables avec des prix qui varient, rendant difficile la planification financière des producteurs.
Cacao	Vieillissement des plantations et des producteurs, maladies affectant les plants, faible productivité	Production	Les plantations vieillissantes plus de 25 ans d'âge, combinées à un manque de renouvellement des vergers et de main-d'œuvre qualifiée, entraînent une baisse des rendements et une production moins compétitive.
Café	Vieillissement des plantations, manque de main-d'œuvre qualifiée, faible productivité	Production	Les plantations vieillissantes, combinées à un manque de renouvellement des vergers et de main-d'œuvre qualifiée, entraînent une baisse des rendements et une production moins compétitive.
Cacao et café	Coordination entre institutions et	Structure d'appui	Excès d'institutions dans les deux filières peut rendre la coordination difficile. Certaines coopératives

	professionnalisation des coopératives		doivent améliorer leur fonctionnement et leur gouvernance, et améliorer l'accès au crédit pour pouvoir accéder à de nouveaux clients.
Cacao	Faible taux de transformation locale, coût élevé des équipements de transformation	Transformation	L'absence d'unités de transformation modernes et le coût élevé des équipements empêchent de capter la valeur ajoutée localement, limitant ainsi les revenus des producteurs et transformateurs.
Café	Manque d'unités modernes de torréfaction, coût élevé des équipements	Transformation	L'absence d'unités de transformation modernes et le coût élevé des équipements empêchent de capter la valeur ajoutée localement, limitant ainsi les revenus des producteurs et transformateurs.

Tableau 7. Tableau récapitulatif par catégorie de défis.

4.3 Conclusion

Les filières café et cacao togolaises disposent de nombreux atouts, notamment une production de cacao de qualité recherchée sur le marché international et une dynamique de structuration des producteurs. Cependant, pour renforcer sa compétitivité et sa durabilité, il est essentiel d'adresser les défis identifiés à travers des solutions adaptées. Une approche intégrée impliquant les producteurs, les coopératives, les autorités et les partenaires techniques et financiers sera nécessaire pour dynamiser cette filière stratégique.

5 ANNEXE RESUME DE LA MISSION : RENCONTRE DES ACTEURS DE LES FILIERES CAFE ET CACAO

5.1 Résumé des entretiens

1. Délégation de l'Union Européenne (UE)

Lors de la rencontre, la délégation de l'UE a identifié plusieurs défis majeurs affectant les filières café et cacao au Togo :

Défis :

- Intrants agricoles : Faible productivité due aux changements climatiques et à l'absence d'engrais adaptés pour la culture du café et du cacao, qu'ils soient conventionnels ou biologiques.
- Matériel végétal : Présence de quelques unités de production, mais avec des volumes insuffisants. Difficulté à obtenir des plants biologiques.
- Production :
    - Impact des aléas climatiques sur les plantations, qui ne sont pas irriguées.
    - Vieillissement des plantations et des planteurs.
    - Manque de main-d'œuvre qualifiée.
- Transformation : Une agro-industrie semi-industrielle avec une production annuelle de cacao oscillant entre 10 000 et 15 000 tonnes. L'un des défis majeurs est le séchage, élément déterminant pour la qualité du produit fini.
- Infrastructure et logistique : Inaccessibilité des pistes rurales, freinant l'acheminement des produits agricoles. Des projets sont prévus pour l'habilitation de ces infrastructures jusqu'à 2029.

Solutions et perspectives :

- Formations et accompagnement : La GIZ propose des approches telles que le "Farmer Business School", qui pourrait être davantage valorisé en s'appuyant sur les experts locaux.
- Rôle des femmes : Elles interviennent principalement dans la cueillette, la transformation artisanale du cacao (ex. beurre de cacao), et la valorisation des coques en savon.

Participants :

La rencontre a réuni plusieurs acteurs, notamment la délégation de l'UE, la KFW et la GIZ.

2. Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC)

Le CCFCC, organisation parapublique composée de 18 membres, réglemente les prix d'achat et soutient les acteurs de la filière. Le secteur étant libéralisé, tout acteur peut y opérer librement.

Organisation du secteur :

- Environ 32 000 planteurs de cacao au Togo.
- 60 % des producteurs sont organisés en coopératives ou associations.

- Les acteurs sont regroupés en catégories : producteurs, transformateurs, acheteurs, coopérateurs, producteurs individuels et exportateurs.
- Les producteurs, qu'ils soient en agriculture biologique ou conventionnelle, sont liés à des exportateurs, qui préfinancent souvent les intrants et les outils de travail.
- Financement du CCFCC : Exclusivement assuré par les exportateurs, à travers une cotisation à l'export de 58 FCFA par kilogramme exporté.
- Le CCFCC se réunit trois fois par mois.

Défis de la filière :

- Zéro déforestation : Tous les acteurs doivent se conformer aux nouvelles réglementations avant janvier 2026.
- Vieillissement des plantations et des planteurs : Affecte la productivité et la durabilité du secteur.
- Manque de financement : Limite les investissements dans la modernisation et la production.
- Pistes rurales impraticables : Entrave la logistique et l'acheminement des produits.
- Maladies du cacao : Menace pour les plantations.
- Absence d'engrais adaptés : Affecte le rendement et la qualité du cacao.

Perspectives :

Le CCFCC travaille en collaboration avec les acteurs du secteur pour relever ces défis, notamment à travers des initiatives d'organisation des producteurs, de réhabilitation des infrastructures et de renforcement des capacités.

3. YENTOUMI

YENTOUMI est une entreprise spécialisée dans la transformation du café, créée en 1885. Elle est présente sur les marchés de la Belgique, des Pays-Bas, de l'Italie et de l'Allemagne.

Défis :

- Manque de confiance des producteurs, entraînant une instabilité des contrats.
- Difficultés de financement en raison des exigences élevées de garanties demandées par les banques.

Forces :

- Existence d'une unité de torréfaction et de calibrage du café en grades 1, 2 et 3.
- Expertise dans la transformation du café, bien que l'entreprise travaille principalement avec des produits conventionnels.

4. TAN AGRO

TAN AGRO a débuté ses activités en 2008 et exporte entre 3 000 et 4 000 tonnes de cacao et de café par an. 80 % de ses exportations

concernent le cacao, tandis que le café représente les 20 % restants. L'entreprise s'approvisionne auprès de FUPROCAT et de SIACCTO. Ses principaux marchés d'exportation sont l'Europe et l'Asie.

Défis :

- La contrebande, qui entraîne une fuite des produits vers le Nigeria et réduit les volumes exportables.

Ressources humaines :

- L'entreprise emploie 12 personnes.

5. CECC (Conseil des Exportateurs de Café-Cacao)

Créé en 2009, le CECC est une association regroupant 29 membres exportateurs de café et de cacao. Son objectif principal est de défendre les intérêts de ses adhérents.

Marchés :

- Plus de 70 % des volumes exportés sont destinés à l'Europe.
- Présence également en Asie, au Sénégal et au Maroc.

Rôle et engagements :

- Participation à la fixation du prix aux producteurs, garantissant que ces derniers perçoivent au moins 70 % du prix FOB.

Défis :

- Conformité aux exigences de zéro déforestation, nécessitant la géolocalisation des parcelles.
- Mise en place d'un système de traçabilité et de documentation fiable.
- Contraintes réglementaires et délais de certification souvent non respectés.
- Baisse de la productivité.
- Nécessité d'une meilleure structuration interne de l'association.
- Marché libéralisé, où chaque producteur est libre de vendre à l'acheteur de son choix.

6. KING CAFÉ

Créée en 2017, KING CAFÉ est une entreprise spécialisée dans la transformation du café en café moulu et en capsules. Elle gère directement une organisation de producteurs dans la localité d'Ahlon.

Processus de transformation :

- La torréfaction est réalisée en Europe, puis le café est réimporté au Togo pour sa commercialisation.
- Un projet de transformation locale du café est en cours de développement à Assahoun.

Approvisionnement et politique de prix :

- Achat du café aux producteurs au prix bord champ, avec une prime supplémentaire de 100 FCFA/kg pour les livraisons effectuées.

Capacités et emploi :

- KING CAFÉ emploie 60 personnes sur l'ensemble de la chaîne de valeur.
- L'entreprise dispose de 8 hectares de production propre.

Marchés d'écoulement :

- Le Togo, le Bénin et le Burkina Faso.

7. GEBANA TOGO

GEBANA TOGO est la filiale togolaise de l'entreprise suisse GEBANA, spécialisée dans la production et la commercialisation de produits biologiques (ananas, cacao, soja). Elle collabore étroitement avec des coopératives afin de garantir la traçabilité et la qualité des produits, répondant ainsi aux exigences des clients. Son principal marché d'exportation est la Suisse.

Défis :

- Contraintes liées aux organismes de certification, notamment l'analyse des résidus de molécules, qui engendre des coûts élevés.
- Gestion complexe des certificats pour les groupes de producteurs.
- Présence occasionnelle de produits conventionnels dans les lots certifiés biologiques.

Production et primes :

- Production annuelle d'au moins 70 tonnes de cacao biologique et 300 tonnes en conversion.
- Primes accordées après analyse négative des produits :
  - Cacao biologique : 200 FCFA/kg pour les producteurs, 50 FCFA/kg pour les collecteurs, et entre 100 et 150 FCFA/kg pour les coopératives.
  - Cacao en conversion : 50 FCFA/kg pour les producteurs, 25 FCFA/kg pour les collecteurs, et entre 25 et 50 FCFA/kg pour les coopératives.

Engagements et accompagnement des producteurs :

- Formation régulière des producteurs et des coopératives.
- 10 % du chiffre d'affaires est reversé aux producteurs pour soutenir leur développement.
- Paiement via transfert mobile pour assurer la transparence et la traçabilité.
- Système de contrôle interne digitalisé pour répondre aux exigences réglementaires, notamment en matière de zéro déforestation.

Transformation et genre :

- Une partie de la production est transformée localement avant d'être exportée vers la Suisse.
- GEBANA TOGO respecte une politique d'égalité des sexes, avec une présence significative de femmes dans son administration.

Défis additionnels :

- Vieillissement des plantations et des producteurs.

- Impact du changement climatique et adaptation aux exigences du marché international.

8. CHOCO TOGO

CHOCO TOGO est une entreprise sociale et économique opérant dans la chaîne de valeur du café et du cacao. Elle intervient de la production à la transformation, générant ainsi de l'emploi à chaque étape. L'entreprise transforme localement le cacao en divers produits dérivés : chocolat, biscuits, pâte à tartiner, etc.

Engagements et vision :

- Former les femmes à la transformation locale du cacao.
- Sensibiliser les producteurs à la valorisation de la filière afin d'encourager la protection et la densification des plantations.
- Mettre un accent particulier sur la qualité des produits.

Capacités et marchés :

- Disposition d'une unité de transformation permettant la commercialisation des produits sur les marchés togolais et internationaux.
- Volonté de renforcer la présence sur le marché local.

Défis :

- Manque de financement pour le développement, la plupart des activités étant autofinancées.
- Faible productivité des plantations, avec des rendements actuels compris entre 300 et 400 kg/ha.

Ressources humaines :

- CHOCO TOGO est une entreprise inclusive, intégrant aussi bien des hommes que des femmes.

9. ITRA-CRAF (Centre de Recherche Agronomique Zone Forêt, de l'Institut Togolais de Recherche Agronomique)

ITRA-CRAF est un centre de recherche dédié aux cultures du café, cacao, poivre et cola. Il est structuré autour de trois départements :

- Génétique : Sélection et amélioration variétale.
- Défense des cultures : Recherche sur la lutte contre les bioagresseurs.
- Toxicologie : Études sur l'innocuité des produits agricoles.

Vulgarisation des résultats :

- Toutes les variétés diffusées à ce jour ont été développées par le centre.
- Développement de biopesticides, encore peu utilisés faute de financement pour leur mise à l'échelle.

Défis :

- Renouvellement des plantations vieillissantes.
- Absence d'une unité de production de fertilisants.
- Amélioration de la sélection variétale et optimisation de la fertilisation.

- Lutte contre les bioagresseurs.
- Réhabilitation des infrastructures de recherche, notamment le laboratoire.

Financement :

- Sources principales : État, CCFCC, partenaires de projets.
- Répartition des fonds :
  - 50 % alloués à la recherche.
  - 40 % destinés à la production de plants.
  - 10 % pour le fonctionnement du centre.

10. ADE (Avenir de l'Environnement)

ADE est une organisation non gouvernementale engagée dans la reforestation, l'agroforesterie et la durabilité environnementale. Elle soutient les agriculteurs en fournissant des outils agricoles et des plants d'arbres agroforestiers.

Projets et collaborations :

- Mise en œuvre du Projet New Generation, visant l'introduction du café et du cacao dans les systèmes de production existants.
- Partenariats avec des acteurs tels que CCFCC, ITRA, FEM, UTCC et la DSID.
- Mise en place de comités anti-feu pour lutter contre les incendies de brousse.

Défis :

- Sécheresse et vieillissement des plantations.
- Vieillissement des agriculteurs et faible attractivité du secteur pour les jeunes.
- Risques liés aux feux de brousse.
- Recherche insuffisante sur la production de plants et semences adaptées.
- Niveau encore primaire des capacités de transformation.

11. UTCC (Unité Technique Café-Cacao) / ICAT

L'Unité Technique Café-Cacao (UTCC), en partenariat avec l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT), est un centre spécialisé dans la production à grande échelle de plants de cacaoyers et de caféiers. Elle assure également l'accompagnement à l'installation des plantations et l'appui à la transformation des produits issus de ces filières.

Les boutures sont produites et vendues aux semenciers au prix de 159 FCFA par plant. Le financement de l'UTCC provient de l'État, du Comité de Coordination de les Filières Café et Cacao (CCFCC) ainsi que des subventions de la GIZ.

Défis rencontrés dans les filières café et cacao :

- Insuffisance de matériel roulant pour le suivi technique des exploitations ;
- Manque de ressources financières limitant la production de plants ;

- Problèmes liés aux feux de végétation ;
- Difficultés d'installation des jeunes plants ;
- Faible intégration des jeunes et des femmes dans la filière, les acteurs actuels étant vieillissants ;
- Propagation de maladies affectant les plants et les cabosses.

Pour pallier ces défis, des brigades phytosanitaires et des comités de surveillance ont été mis en place.

12. SIACCTO (Syndicat Indépendant des Acheteurs de Café et de Cacao du Togo)

Le SIACCTO est une organisation regroupant les acheteurs de café et de cacao dans les principales zones de production du Togo. Son principal objectif est de faciliter la collecte et la commercialisation des produits pour le compte des exportateurs.

Pour son fonctionnement, le syndicat perçoit une contribution de 1,5 FCFA par kilogramme de produit vendu à un exportateur. Il dispose également d'un magasin central permettant de mieux organiser et suivre les opérations de collecte des membres.

Défis rencontrés :

- Nécessité d'un appui accru à la production ;
- Difficulté d'accès au financement bancaire ;
- Insuffisance des infrastructures rurales, notamment l'aménagement des pistes de desserte.

13. FUPROCAT (Fédération des Unions des Producteurs de Café et de Cacao du Togo)

La FUPROCAT est une fédération qui regroupe 16 368 producteurs organisés en 523 coopératives. Elle œuvre pour le développement et la structuration des filières café et cacao à travers un appui technique et organisationnel aux producteurs.

Forces :

- Fort engagement des producteurs ;
- Accompagnement technique structuré ;
- Inclusion et participation active des femmes dans la filière.

Difficultés et défis :

- Dégradation de l'environnement (incendies et érosion) ;
- Manque de main-d'œuvre qualifiée et insuffisance de ressources humaines pour la production ;
- Déficit en plants et difficulté de renouvellement du parc arboricole ;
- Approvisionnement limité en engrais, avec des formulations parfois inadaptées aux cultures ;
- Coût élevé des financements garantis ;
- Besoin de renforcement des capacités des pépiniéristes ;
- Manque de coordination entre le SIACCTO et la FUPROCAT, entraînant une concurrence sur le terrain.

Pour assurer son fonctionnement, la fédération prélève une cotisation de 5 FCFA par kilogramme de produit commercialisé.

14. CICC TOGO (Conseil Interprofessionnel des Filières Café et Cacao)

Le Conseil Interprofessionnel des Filières Café et Cacao (CICC TOGO) est une organisation interprofessionnelle mise en place pour résoudre les défis liés à la production et à la commercialisation des produits du café et du cacao. Il regroupe l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur, notamment les producteurs, les acheteurs, les transformateurs et les exportateurs.

La majorité des membres du CICC TOGO sont des producteurs, représentant environ 45 % de l'ensemble des acteurs, tandis que les autres maillons de la filière sont encore faiblement représentés.

Principales charges budgétaires :

- Formations des acteurs de la filière ;
- Sensibilisation sur les bonnes pratiques agricoles et commerciales ;
- Appuis spécifiques aux différents maillons de la chaîne de valeur.

Principaux marchés d'exportation :

- Europe ;
- Asie ;
- Afrique.

Défis majeurs :

- Impact du changement climatique sur la production ;
- Lutte contre les ravageurs et les maladies des cultures ;
- Conformité avec la réglementation européenne sur la zéro déforestation ;
- Mise en place d'un système efficace de traçabilité des produits.

15. Denyigba Cacao

Créée en 2019, Denyigba Cacao est une entreprise dirigée par une femme et spécialisée dans la transformation du cacao en divers produits dérivés, notamment :

- Beurre de cacao ;
- Poudre de cacao ;
- Chocolat ;
- Savon à base de cacao ;
- Pâte à tartiner.

L'entreprise compte 12 employés, dont 3 permanents, et travaille en collaboration avec des coopératives féminines spécialisées dans la pré-transformation du cacao.

Les années 2023 et 2024 ont été marquées par la reconnaissance internationale de ses produits, ayant reçu plusieurs prix prestigieux.

Canaux de distribution :

- Supermarchés ;
- Mini-marchés ;
- Foires et expositions.

Défis rencontrés :

- Accès au financement pour les entreprises agroalimentaires;
- Hausse des prix des matières premières, affectant la compétitivité sur le marché international ;
- Recherche d'un ajustement des prix d'achat du cacao pour améliorer la rentabilité et la compétitivité face aux concurrents.

16. Personne de référence : M. KPEVON Koffigan

Ingénieur agroéconomiste, M. KPEVON Koffigan est un acteur clé ayant marqué les filières café et cacao à travers ses collaborations avec plusieurs organisations, notamment :

- FUPROCAT ;
- L'Union IBA ;
- Différentes initiatives de formation et de renforcement des capacités des producteurs.

Aujourd'hui à la retraite, il continue à apporter ses conseils pour le développement du secteur.

Principaux défis selon M. KPEVON :

- Amélioration de la productivité, nécessitant davantage de recherches pour identifier des plants mieux adaptés aux conditions locales ;
- Renouvellement et gestion durable du parc arboricole ;
- Renforcement du conseil agricole, actuellement limité par un effectif insuffisant ;
- Acquisition de matériel roulant pour le suivi des exploitations;
- Formation des acteurs pour garantir la conformité aux exigences de zéro déforestation ;
- Meilleure organisation des producteurs pour accroître l'efficacité de la filière ;
- Développement et intensification des activités de transformation ;
- Mobilisation de financements pour structurer et moderniser le secteur.

17. SCOOPS KEKELI

Créée en 2019, SCOOPS KEKELI est une coopérative spécialisée dans la production de cacao biologique. Elle regroupe 104 membres exploitant une superficie totale de 117 hectares.

La coopérative collabore avec des exportateurs, notamment GEBANA, à travers des contrats de préachat offrant des primes pouvant atteindre 250 FCFA/kg en supplément du prix d'achat du

cacao. SCOOPS KEKELI possède une certification biologique, ce qui lui permet d'accéder aux marchés internationaux via GEBANA.

Services et accompagnements aux membres :

- Formations techniques sur la production biologique ;
- Mise à disposition d'intrants et de matériels de traitement adaptés.

Défis majeurs :

- Absence d'intrants biologiques adaptés à la production locale;
- Attaques de ravageurs et maladies affectant les plants et les cabosses ;
- Besoin de renforcement des capacités en agriculture biologique et suivi technique.

18. U-PROCAB (Union des Producteurs de Cacao Biologique)

Créée en 2008, puis transformée en union en 2021, U-PROCAB est un regroupement de 21 coopératives, incluant 82 femmes, exclusivement dédié à la production de cacao biologique.

Principaux acheteurs à l'exportation :

- GEBANA
- ETHIQUABLE
- COCOLOMEX

Défis rencontrés :

- Forte prévalence des maladies impactant la productivité ;
- Absence de pesticides biologiques efficaces ;
- Faible rendement des plantations ;
- Pénurie de main-d'œuvre, limitant les opérations culturales.

Perspectives de développement :

- Mise en conformité avec la réglementation "zéro déforestation" ;
- Développement de nouveaux marchés biologiques équitables ;
- Renforcement des appuis techniques aux producteurs ;
- Valorisation des coques de cacao en fertilisants organiques ;
- Mise en place d'un fonds d'assistance sociale pour les membres.

19. MGPCC (Mutuelle des Groupements de Producteurs de Café et Cacao) – Dekawowo

Créée en 2000 avec le soutien de l'AFD, la Mutuelle des Groupements de Producteurs de Café et Cacao (MGPCC) a été mise en place pour soutenir les producteurs dans la commercialisation de leurs produits.

Elle dispose de trois agences situées à :

- Atakpamé
- Badou
- Amou Oblo

Produits financiers proposés :

- Prêts aux producteurs affiliés à FUPROCAT ;
- Crédits pour l'achat d'intrants agricoles ;
- Crédits scolaires pour les familles des producteurs ;
- Crédits pour les Activités Génératrices de Revenus (AGR).

Aujourd'hui, la mutuelle s'est ouverte à d'autres usagers, mais l'accès aux financements pour les filières café et cacao reste conditionné par :

- L'appartenance à une union affiliée à FUPROCAT ;
- Une expérience avérée en livraison de cacao ou de café ;
- Un taux d'intérêt de 15 % dégressif ;
- Une garantie de 10 % du montant sollicité ;
- Un plafond de financement de 10 millions FCFA.

Situation financière en 2024 :

- 3 milliards FCFA financés pour 180 coopératives représentant 3 000 producteurs.

Sources de financement de la mutuelle :

- Fonds propres ;
- Épargne des membres.

Limites actuelles :

- Absence de lignes spécifiques pour les femmes ;
- Aucune offre de financement pour des projets d'investissement.

Besoins en adaptation des services financiers :

- Mise en place d'un système de crédit numérique pour permettre le remboursement à distance.

Défis majeurs :

- Digitalisation des processus financiers ;
- Modernisation du fonctionnement et adaptation aux besoins des producteurs ;
- Amélioration du portefeuille de crédits avec une approche plus flexible ;
- Mobilisation d'appuis externes, notamment via GIZ ProFinA.

20. Centre de Production de Matériels Végétaux de Danyi

Le Centre de Production de Matériels Végétaux de Danyi est une structure déconcentrée de l'UTCC, mise en place pour assurer la

production de plants destinés aux producteurs de la zone de Danyi et ses environs.

Caractéristiques principales :

- Présence de techniciens spécialisés et de stagiaires en formation ;
- Production continue de plants pour répondre aux besoins locaux.

21. Café des Moines

Créée en 1961, Café des Moines est une organisation monastique ayant intégré la production et la transformation du café dans ses activités quotidiennes. Cette unité produit annuellement 15 tonnes de café, réparties sur trois variétés : Robusta, Arabica et Arabusta. Des partenariats sont établis avec des coopératives qui cultivent sur une surface de 16 hectares. Les principaux marchés d'écoulement incluent le Togo, le Ghana, le Bénin, le Burkina Faso et la France.

Les femmes participent activement aux différentes étapes de la production, notamment la cueillette et le triage. La marge bénéficiaire après transformation est de 14 FCFA par kilogramme, à un prix actuel du café. Cependant, l'emballage reste un défi majeur, car il est importé de France, avec un coût d'environ 150 FCFA par unité.

Défis :

- Approvisionnement insuffisant
- Prix variables et non uniformes
- Irrigation des plants

22. SCOOPS IKPA

Fondée en 2015, la coopérative IKPA est spécialisée dans la production de cacao biologique. Elle regroupe 781 producteurs, dont 145 femmes, sur une superficie totale de 900 hectares. La production annuelle atteint 600 tonnes, avec une surface moyenne de 1,75 hectare par producteur.

Les femmes jouent un rôle clé, à la fois comme productrices de cacao et transformatrices de savon local. La gestion de la coopérative est assurée par quatre femmes. IKPA bénéficie de divers appuis, tels que l'utilisation d'une application de contrôle interne, le soutien en intrants biologiques, ainsi que l'accès à des microfinancements et des formations. Les primes issues du commerce équitable et des produits biologiques contribuent à la pérennité de la coopérative.

Défis :

- Conditions climatiques difficiles
- Insuffisance d'infrastructures de séchage et de stockage
- Productivité et intensification de la production
- Manque d'infrastructures routières

23. Producteur : EGNAKPO Appolinaire

EGNAKPO Appolinaire est un producteur de cacao de la coopérative IKPA, cultivant une surface de 1 hectare. Chaque année, il sollicite l'aide de cinq personnes pour les travaux sur sa parcelle (qu'il paie à travers sa collaboration dans les fermes desdits personnes). Avec un

prix bord champ de 4 500 FCFA, ce prix lui permet de subvenir aux besoins de sa famille.

Difficultés rencontrées :

- Entretien des plants
- Manque et coût de main-d'œuvre
- Accès limité aux intrants biologiques

Grâce à la coopérative, il bénéficie d'une formation continue en agriculture biologique, ainsi que d'un accès aux primes bio, à des cautions et aux équipements nécessaires pour la gestion de ses cultures.

24. Union IBA

L'Union IBA est une organisation coopérative couvrant les zones LITIME1 et LITIME2, créée dans le but de renforcer les actions collectives des producteurs. Elle regroupe 50 coopératives, soit un total de 1 800 membres, dont 485 femmes. Ces dernières participent activement à la production et à la transformation des produits agricoles. L'Union s'occupe également du stockage des produits, de leur vente et de la redistribution des primes aux agriculteurs.

L'Union bénéficie de l'appui de techniciens spécialisés qui se chargent du renforcement des capacités des membres et des formations spécifiques. En termes de financement, l'une des sources principales provient du client COCOLOMEX, et les produits sont destinés à d'autres exportateurs tels que ETG, BOSNEGOCE, TANAGRO et SOUKAO. La concurrence est présente dans la zone, surtout avec la libéralisation du marché. L'Union met en place un plan de promotion des femmes dans les activités agricoles, notamment en facilitant l'accès des femmes à des postes au sein de l'Union (par exemple, en divisant par deux les conditions d'occupation des postes pour les femmes).

Défis :

- Difficulté d'accès des femmes aux postes de responsabilité en raison de la résistance des hommes à leur concurrence.
- Problèmes d'accès au foncier pour les femmes.
- Financement insuffisant et mal adapté par les banques locales.
- Manque de cabosses de cacao et absence de fonds de roulement dans la zone.
- Une seule banque disponible dans la zone. La limitation de l'accès au financement par l'Union avantage les acheteurs de cacao qui offrent un financement en échange de l'achat du produit, réduisant ainsi la capacité de négociation de l'Union.
- Absence d'engrais spécifiques pour le cacao et augmentation du coût des plants de reboisement.

25. Producteurs IBA

Un producteur membre de l'Union IBA cultive le cacao sur une surface de 1,2 hectare, produisant environ 750 kg de cacao par an. Cependant, ce producteur indique que sa parcelle ne peut pas être convertie en culture biologique en raison de l'indisponibilité des produits de traitement biologique dans la région. Il exprime également un besoin urgent de financements pour acquérir un

atomiseur et un pulvérisateur afin d'améliorer la gestion de ses cultures.

26. Producteur de Café

Un autre producteur cultive du café sur 0,75 hectare depuis 1990, récoltant environ 640 kg de café en 2024. Cette production de café représente 60% de ses revenus, en plus de ses autres activités agricoles (production de maïs, pépiniériste et forgeron). Grâce à la coopération avec l'Union IBA, il bénéficie d'intrants, de documentation et de formations régulières, ce qui lui permet de nourrir sa famille de sept personnes.

Défis :

- Problèmes de prix fluctuants.
- Manque de main-d'œuvre disponible pour les travaux agricoles.
- Attaques de cultures.
- Impacts du changement climatique.

27. APAF TOGO

Créée en 1992, l'ONG APAF TOGO (Association pour la Promotion des Arbres Fertilitaires) est spécialisée dans la promotion des arbres agroforestiers et des plants fertilitaires. Elle intervient activement dans plusieurs zones du Togo, avec des bureaux situés à Kpalimé, Tsévié, Akébou et Kougnonou.

Dans le cadre de ses actions, APAF TOGO participe à des appels à manifestation d'intérêt et remporte régulièrement des projets compétitifs qui lui permettent de financer ses activités de reboisement et de formation dans les filières café et cacao. Son travail inclut également l'organisation des pépiniéristes, l'accompagnement des producteurs sur le terrain à travers des visites de parcelles et la formation en gestion des plantations en milieu paysan.

L'ONG dispose d'une équipe technique composée de 30 techniciens, dont 8 femmes. Actuellement, le projet ECOGIA soutient son intervention sur le terrain.

Mécanismes de financement et défis :

APAF TOGO bénéficie du soutien de partenaires internationaux, qui mobilisent des fonds à travers une équipe dédiée à la recherche de financements. Cependant, l'accès aux fonds compétitifs constitue un défi majeur pour assurer la pérennité de ses actions.

Les principaux défis rencontrés par l'ONG sont les suivants :

- Suivi effectif des plants et maintien des actions sur le long terme ;
- Durabilité des financements et sécurisation des ressources ;
- Autorisations de coupe délivrées par le Ministère de l'Environnement sans consultation préalable ;
- Manque de financements à long terme, limitant l'impact des actions sur le terrain.

28. Ministère de l'Agriculture – Direction des Filières Végétales (DFV)

La Direction des Filières Végétales (DFV) est une entité du Ministère de l'Agriculture, chargée de la mise en œuvre des politiques agricoles nationales, conformément au Plan Agricole 2016-2030. Actuellement, la DFV s'aligne sur la feuille de route gouvernementale 2020-2025, qui vise à :

- Accroître la productivité agricole ;
- Renforcer les industries de transformation ;
- Faciliter l'accès au financement pour les acteurs du secteur.

Composée de 22 agents, dont 8 femmes, la DFV collabore étroitement avec l'UTCC pour la mise en œuvre de ses projets. Toutefois, il est important de noter que ses actions ne sont pas spécifiquement axées sur les filières cacao et café.

Défis :

Les principaux défis auxquels la DFV est confrontée incluent :

- L'amélioration de la productivité agricole ;
- La gestion efficace des maladies affectant les cultures ;
- Le développement de la transformation locale pour une meilleure valorisation des produits ;
- L'optimisation des mécanismes de financement adaptés aux réalités des producteurs.

29. Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale

Le Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale est en charge de la réglementation commerciale et de la promotion du commerce national et international. Son rôle principal est d'accompagner les opérateurs économiques, notamment les transformateurs et les exportateurs, en facilitant leur accès aux marchés porteurs et en améliorant le climat des affaires.

Le ministère assure également le renforcement des capacités des acteurs économiques, afin d'améliorer leur compétitivité sur le marché.

Défis :

- Certification des produits selon les normes en vigueur pour renforcer leur compétitivité ;
- Conformité aux normes de qualité et traçabilité ;
- Accès aux financements pour les acteurs du secteur ;
- Promotion de la consommation locale ;
- Disponibilité et accessibilité de l'électricité ;
- Approvisionnement en matières premières.

Initiatives et projets en cours :

Le projet PROCOMP de la GIZ accorde une attention particulière aux TPME afin d'améliorer leur compétitivité dans les filières stratégiques. D'autres mécanismes, tels que le Mécanisme Incitatif de Financement Agricole (MIFA), soutiennent également les TPME

et l'ANPGF (Agence Nationale de Promotion et de Garantie de Financement des PME/PMI).

Par ailleurs, les foires nationales et internationales sont utilisées comme des plateformes de valorisation des produits locaux. Une note interministérielle encourage également l'intégration des produits locaux dans les événements et activités organisées au niveau national.

30. HAUQE (Haute Autorité de la Qualité et de l'Environnement)

La Haute Autorité de la Qualité et de l'Environnement (HAUQE) est l'organe public chargé de la certification des produits agricoles selon les normes et standards internationaux. Le Togo dispose d'un label national, "Togo Normes" (TGN), mis en place pour garantir la qualité des produits locaux.

La HAUQE regroupe plusieurs agences spécialisées, notamment :

- Agence Togolaise de Normalisation ;
- Agence Togolaise de Métrologie ;
- Agence Togolaise d'Agrément ;
- Agence Togolaise de Promotion de la Qualité.

Défis :

- Traduction des normes internationales en français pour faciliter leur adoption et application ;
- Sensibilisation et formation des acteurs sur l'importance des normes ;
- Renforcement des capacités des producteurs et transformateurs ;
- Coût élevé de la certification ;
- Disponibilité d'équipements adéquats pour la transformation.

Priorités stratégiques :

- Renforcement du système qualité national ;
- Formation des producteurs et transformateurs aux exigences des normes ;
- Promotion de la normalisation auprès des femmes et des jeunes via une cellule dédiée.

La HAUQE compte actuellement 20 employés, dont 5 femmes.

31. ICAT (Institut de Conseil et d'Appui Technique)

Créé en 1997, l'ICAT est le principal organe d'appui-conseil agricole au Togo. Il est devenu un établissement public en 2008 et intervient dans plusieurs domaines, notamment :

- L'appui-conseil et la formation des acteurs agricoles ;
- La professionnalisation et la promotion des coopératives (SCOOPS) ;
- Le développement et le transfert de technologies agricoles.

Grâce à sa couverture nationale, l'ICAT dispose de 6 directions régionales et 39 agences préfectorales, avec un effectif total de 846 agents, dont 154 femmes et 400 techniciens. Il bénéficie d'une

subvention de l'État et accompagne environ 90 000 acteurs agricoles.

Défis :

- Financement insuffisant et moyens limités ;
- Formation continue des agents et montée en compétence des techniciens ;
- Faible adoption des nouvelles technologies agricoles par les producteurs ;
- Marchés agricoles peu structurés ;
- Faible développement de l'agriculture contractuelle ;
- Insuffisance de la transformation locale des produits agricoles ;
- Effets du changement climatique (irrigation insuffisante, feux de brousse, déforestation) ;
- Gestion intégrée des bonnes pratiques agricoles et lutte contre les ravageurs ;
- Dynamique entrepreneuriale encore limitée.

Filières café et cacao :

Dans les filières café et cacao, l'UTCC (Unité Technique Café-Cacao) est le bras technique de l'ICAT, chargé d'accompagner les producteurs et de structurer la filière.

Priorités stratégiques de l'ICAT :

- Renforcement des compétences des techniciens agricoles ;
- Amélioration de la mobilité des agents sur le terrain ;
- Digitalisation des services de conseil agricole.

32. GIZ (Coopération Allemande)

Lors des échanges, la GIZ a présenté ses activités dans les filières café et cacao , notamment à travers le projet ProDRA.

Selon M. Florent, le cacao togolais est très recherché en raison de sa qualité supérieure. Cependant, plusieurs défis freinent la valorisation de la filière :

- Faible taux de transformation locale, entraînant une concentration des bénéfices en Europe, principal marché de commercialisation ;
- Redistribution limitée des primes aux producteurs ;
- Structuration complexe de la filière, nuisant à son développement et à sa compétitivité.

La GIZ travaille donc sur ces enjeux afin d'améliorer la rentabilité et la durabilité du secteur café et cacao au Togo.

33. Centre international de développement des engrais (IFDC)

L'International Fertilizer Development Center (IFDC) est une organisation internationale dont le siège est situé en Alabama, États-

Unis. Présent dans 27 pays africains, l'IFDC est actif au Togo depuis 1984.

L'organisation développe et met en œuvre des projets agricoles en collaboration avec les États, avec une approche axée sur l'intégration sous-régionale et un focus particulier sur la santé des sols.

L'IFDC collabore déjà avec plusieurs institutions nationales, notamment l'ITRA, l'ICAT et l'UTCC, et peut apporter son expertise pour la formulation de projets spécifiques dans les filières café et cacao .

Projets en cours au Togo :

- Soil Value (valorisation des sols)
- Résilience des producteurs face au changement climatique
- Genre et inclusion sociale

Actuellement, IFDC Togo compte 8 employés, dont 5 femmes.

Défis :

- Accès au financement pour soutenir les initiatives agricoles
- Mise en place d'un système d'assurance agricole efficace
- Développement d'un système d'alerte climatique performant
- Structuration du marché local des intrants agricoles

L'IFDC joue un rôle clé dans l'amélioration de la fertilité des sols, la résilience des producteurs, et le développement durable des filières agricoles au Togo.

34. MAISON AHOUË

Entrepreneur depuis 2009, la création de la maison AHOE est née des expériences accumulées dans les filières cajou, cacao et soja via l'entreprise GEBANA. En 2021, la maison AHOE voit le jour et collabore avec les coopératives Happy Farmer, Renaissance et Scoops IKPA. Cette entreprise transforme et distribue en Europe du chocolat fait à base de produits togolais, principalement vendus en Europe et à l'aéroport de Lomé.

Cependant, plusieurs défis entravent son développement. L'un des plus grands obstacles est l'accès au financement, qui présente des conditions particulièrement difficiles. Parmi ces conditions, on trouve des garanties élevées, la nécessité de louer des titres de terrain à hauteur de 10% de la valeur du terrain, ainsi que des frais connexes de 3% du crédit sollicité. Ainsi, pour un crédit à un taux de 13%, le coût réel s'élève à 23%.

De plus, bien que certains clients préfinancent les activités de collecte à hauteur de 10 à 20% du contrat, l'entreprise doit toujours faire face à la difficulté d'obtenir des financements adéquats. Néanmoins, des efforts sont faits pour rechercher des solutions, comme avec AGRIFI et l'accompagnement technique de la GIZ. L'entreprise cherche à élargir ses marchés, avec des prospects en Europe, en Afrique, en Asie, et bientôt au Canada et aux États-Unis.

Un autre défi majeur réside dans la gestion de la qualité des produits. Le marché impose des certificats de qualité spécifiques pour chaque produit, ce qui génère des coûts élevés. De plus, la différence de prix entre les produits bio et conventionnels étant pratiquement

inexistante à cause de la hausse des prix, cela décourage les producteurs de s'engager dans des pratiques agricoles biologiques. L'entreprise fait aussi face à des coûts élevés pour obtenir les certifications de qualité ou d'équité nécessaires.

Actuellement, la maison AHOE emploie 11 personnes et commercialise 100 tonnes de cacao par an, distribuant ses produits dans 40 boutiques.

5.2 Tableau avec la géolocalisation des interviewés

N°	Date d'entretien	LIEU	STRUCTURE/ORGANISATION	Coordonnée géographique	
				Latitude	Longitude
1	31/01/2025	LOMÉ	Délégation UE	6,181462	1,21802
2	31/01/2025	LOMÉ	CCFCC (Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao)	6,1416623	1,276419
3	31/01/2025	LOMÉ	YENTOUMI	6,153502	1,279001
4	31/01/2025	LOMÉ	TAN AGRO	6,165297	1,265497
5	31/01/2025	LOMÉ	CECC (Conseil des exportateurs de café-cacao)	6,151951	1,262162
6	01/02/2025	LOMÉ	CAFÉ KING	6,209354	1,197302
7	01/02/2025	LOMÉ	GEBANA	6,217806	1,193452
8	01/02/2025	LOMÉ	CHOCOTOGO	6,20032	1,142859
9	03/02/2025	KPALIME	ITRA-CRAF (Centre de Recherche Agronomique zone Forêt, de l'Institut Togolais de Recherche Agronomique)	6,888896	0,641787
10	03/02/2025	KPALIME	ADE (Avenir de l'Environnement)	6,922323	0,61888
11	03/02/2025	KPALIME	UTCC (Unité Technique Café Cacao) /ICAT	6,886587	0,6441292
12	03/02/2025	KPALIME	SIACCTO (Syndicat Indépendant des Acheteurs de Café et de Cacao du Togo)	6,889947	0,640418
13	03/02/2025	KPALIME	FUPROCAT (Fédération des Unions des Producteurs de Café et Cacao)	6,918118	0,624229
14	03/02/2025	KPALIME	CICC TOGO(Conseil Interprofessionnel des Filières Café et Cacao)	6,918203	0,622236
15	03/02/2025	KPALIME	Denyigba Cacao	6,895442	0,628351
16	03/02/2025	KPALIME	Personnes de références (M. KPEVON Koffigan)	6,937111	0,633045
17	04/02/2025	KPALIME	SCOOPS KEKELI	6,70267	0,677913
18	04/02/2025	KPALIME	U-PROCAB (Union des Producteurs de Cacao Biologique)	6,895059	0,627748
19	04/02/2025	KPALIME	MGPCC (Mutuelle des groupements de producteurs de café et cacao) Dekawowo	6,91831	0,62408
20	04/02/2025	DANYI	Centre de production de matériels végétales	7,241774	0,678512
21	04/02/2025	DANYI	Café des Moines	7,237875	0,695758
22	05/02/2025	BADOU	IKPA	7,56503	0,602343
23	05/02/2025	BADOU	Producteurs (EGNAKPO APPOLINAIRE)	7,547401	0,602593
24	05/02/2025	BADOU	IBA de l'Union	7,582565	0,602708
25	05/02/2025	BADOU	Producteurs IBA	7,580693	0,605276
26	05/02/2025	BADOU	Producteurs de café	7,58838	0,695017
27	05/02/2025	KPALIME	APAF TOGO	6,918046	0,628683
28	06/02/2025	LOMÉ	Ministère de l'Agriculture DFV (Direction des filière Végétales)	6,194023	1,214947
29	06/02/2025	LOMÉ	Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale	6,129747	1,219133

30	06/02/2025	LOMÉ	HAUQE (Haute Autorité de la Qualité et de l'Environnement)	6,205291	1,202633
31	06/02/2025	LOMÉ	ICAT Institut de Conseil et d'Appui Technique	6,20671	1,203293
32	07/02/2025	LOMÉ	GIZ	6,125673	1,212698
33	07/02/2025	LOMÉ	L'IFDC	6,170193	1,191709
34	21/02/2025	LOME	MAISON AHOUË	N/D	N/D

REFERENCES

[i] http://article.sapub.org/10.5923.j.economics.20211102.01.html

[ii] https://www.togofirst.com/en/agriculture-panorama/2502-5007-an-overview-of-agriculture-in-togo-present-and-future

[iii] https://documents1.worldbank.org/curated/en/099715006162211825/pdf/P174741091bbc700a089000336ea46bdd3f.pdf

[iv] https://www.cifor-icraf.org/publications/downloads/Publications/PDFS/BC22011.pdf

[v] Britannica. (s.d.). Histoire du Togo. Tiré de https://www.britannica.com/place/Togo/Histor

[vi] Université de Leyde. (s.d.). Café et cacao au Togo. Tiré de https://scholarlypublications.universiteitleiden.nl/access/item%3A2871201/download

[vii] Banque mondiale. (1990). Togo : Deuxième projet de développement du cacao et du café. Tiré de https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/960011468119328747/togo-second-cocoa-coffee-development-project

[viii] *Rapport d'enquête café-cacao 2017–2018*, Ministère de l'Agriculture, Togo – PASA, UTCC, DSID.

[ix] Se lever IIP. (s.d.). Togo Agriculture Industrie. Tiré de https://www.ariseiip.com/togo-agriculture-industry/

[x] https://www.republicoftogo.com/toutes-les-rubriques/eco-finance/cafe-cacao-plan-de-relance-ambitieux

[xi] Banque mondiale. (1990). Togo : Deuxième projet de développement du cacao et du café. Tiré de https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/960011468119328747/togo-second-cocoa-coffee-development-project

[xii] https://tpsde-facility.eu/knowledge-database/togo-evaluation-de-letat-de-preparation-des-chaines-de-valeur-cafe-cacao-soja-et-bois-aux-exigences-de-eudr-et-cs3d-oct-2024/

[xiii] ResearchGate. (2022). Vulnérabilité climatique des agrosystèmes du café et du cacao au Togo.de https://www.researchgate.net/publication/366655251_Climate_vulnerability_of_coffee-cocoa_agrosystems

[xiv] ResearchGate. (2022). Vulnérabilité climatique des agrosystèmes du café et du cacao au Togo.de https://www.researchgate.net/publication/366655251_Climate_vulnerability_of_coffee-cocoa_agrosystems

[xv] *Rapport café et de cacao au Togo 2016–2017*. Direction des Statistiques Agricoles, Ministère de l'Agriculture, Togo

[xvi] Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique, Direction des Statistiques Agricoles, de l'Informatique et de la Documentation. (2018,

janvier). *Recensement des planteurs et des plantations de café et de cacao au Togo: Rapport provisoire*. Banque Mondiale

[xvii] *Rapport café et cacao 2016–2017*, Direction des Statistiques Agricoles, Togo.

[xviii] *Recensement des planteurs et plantations de café et cacao au Togo – Rapport 2018*

[xix] *Rapport café et cacao 2016–2017*, Direction des Statistiques Agricoles, Togo.

[xx] *Rapport de suivi des planteurs et plantations de café et cacao – 2014–2015*

[xxi] Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique, Direction des Statistiques Agricoles, de l'Informatique et de la Documentation. (2018, janvier). *Recensement des planteurs et des plantations de café et de cacao au Togo: Rapport provisoire*. Banque Mondiale.

[xxii] Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique, Direction des Statistiques Agricoles, de l'Informatique et de la Documentation. (2018, janvier). *Recensement des planteurs et des plantations de café et de cacao au Togo: Rapport provisoire*. Banque Mondiale.

[xxiii] CIFOR-ICRAF. (2022). La communauté des petits producteurs de café et de cacao du Togo. Tiré de https://www.cifor-icraf.org/publications/downloads/Publications/PDFS/BC22011.pdf

[xxiv] Comprendre la hausse spectaculaire des cours du cacao (2024, March 5). http://ethiquable.coop/page-dactualites-mag/comprendre-hausse-spectaculaire-cours-cacao

[xxv] Les prix du cacao et du café remontent sur fond de nouvelles inquiétudes concernant l'offre (2025, January 7). https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/prix-cacao-cafe-remontent-inquietudes-sur-l-offre

[xxvi] https://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=cocoa-beans&months=60

[xxvii] Les prix du cacao et du café remontent sur fond de nouvelles inquiétudes concernant l'offre (2025, January 7). https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/prix-cacao-cafe-remontent-inquietudes-sur-l-offre

[xxviii] https://www.macrotrends.net/2535/coffee-prices-historical-chart-data

[xxix] Café et Cacao : tendance des prix toujours en hausse (2024, Décembre 17). Agridigitale. https://agridigitale.tg/article/cafe-et-cacao-tendance-des-prix-toujours-en-hausse

[xxx] Dossavi, A. R. (2024, 8 novembre). Café : le Togo veut doubler sa production d'ici 2030. *Le Togo d'abord*. https://www.togofirst.com/en/agriculture/0811-15154-coffee-togo-wants-to-double-its-production-by-2030

[xxxi] Mungai, C. (2015, 22 octobre). Quels sont les pays africains qui produisent le plus de café ? *Forum économique mondial*. https://www.weforum.org/stories/2015/10/which-african-countries-produce-the-most-coffee/

[xxxii] Observatoire de la complexité économique. (s.d.). *Café au Togo*. https://oec.world/en/profile/bilateral-product/coffee/reporter/tgo

[xxxiii] Observatoire de la complexité économique. (s.d.). *Fèves de cacao au Togo*. https://oec.world/en/profile/bilateral-product/cocoa-beans/reporter/tgo

[xxxiv] Revue de la population mondiale. (2024). *Pays producteurs de café 2024*. Extrait le 25 février 2025 de https://worldpopulationreview.com/country-rankings/coffee-producing-countries

[xxxv] Revue de la population mondiale. (2024). *Pays producteurs de café 2024*. Extrait le 25 février 2025 de https://worldpopulationreview.com/country-rankings/coffee-producing-countries

[xxxvi] Organisation Interafricaine du Café : https://www.iaco-oiac.org/coffee/datas?hl=en-us

[xxxvii] Attiogbé et al. (2022) discutent de la vulnérabilité climatique des agrosystèmes café-cacao au Togo.de Vulnérabilité climatique des agrosystèmes café-cacao dans les écosystèmes montagneux subhumides du sud-ouest du Togo (Afrique de l'Ouest) | Recherche sur les systèmes environnementaux | Texte intégral

[xxxviii] Yovo, K. et Adabe, K. E. (2022). Asymétrie et transmission des chocs des prix internationaux du cacao et du café au Togo. *Revue africaine d'économie agricole et des ressources*